



**Bibliothek
des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel**

Signatur

B 15950

4324/78 IV 11705/78

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

00 B
CAISSES DE PRÉVOYANCE

EN FAVEUR DES

OUVRIERS MINEURS

EXAMEN

DES

COMPTES DE LA PERIODE QUINQUENNALE

DE 1872 A 1876

PAR

LA COMMISSION PERMANENTE

INSTITUÉE CONFORMÉMENT A L'ARRÊTÉ ROYAL DU 17 AOÛT 1874, PRIS EN
EXÉCUTION DE L'ART. 4 DE LA LOI DU 28 MARS 1868.

14491
VI. 4
BRUXELLES

IMPRIMERIE FELIX CALLEWAERT PÈRE

26, rue de l'Industrie, 26

1878

B. 809





CAISSES DE PRÉVOYANCE

EN FAVEUR DES

OUVRIERS MINEURS

CAHIER DE REVENDANCE
OUVRIERS MINÉRIERS

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

CAISSES DE PRÉVOYANCE

EN FAVEUR DES

OUVRIERS MINEURS

EXAMEN

DES

COMPTES DE LA PÉRIODE QUINQUENNALE

DE 1872 A 1876

PAR

LA COMMISSION PERMANENTE

INSTITUÉE CONFORMÉMENT A L'ARRÊTÉ ROYAL DU 17 AOÛT 1874, PRIS EN
EXÉCUTION DE L'ART. 4 DE LA LOI DU 28 MARS 1868.

BRUXELLES

IMPRIMERIE FÉLIX CALLEWAERT PÈRE

26, rue de l'Industrie, 26

1878

9

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

CAISSE DE PREVOYANCE

OUVRIERS MINEURS



COMPTES DE LA PERIODE QUINQUENNALE

DE 1932 A 1936

LA COMPTES DE LA PERIODE QUINQUENNALE

DE 1932 A 1936

BRUXELLES

IMPRIMERIE D'ETAT

1937

1937

CAISSES DE PRÉVOYANCE

EN FAVEUR DES

OUVRIERS MINEURS.

EXAMEN DES COMPTES DE LA PÉRIODE QUINQUENNALE

DE 1872 A 1876,

PAR LA COMMISSION PERMANENTE

INSTITUÉE CONFORMÉMENT A L'ARRÊTÉ ROYAL DU 17 AOÛT 1874 (1)

PRIS EN EXÉCUTION DE L'ART. 4 DE LA LOI DU 28 MARS 1868.

Le dernier compte-rendu, résumant les opérations des caisses pour une période de six années, s'est arrêté à la fin de l'exercice 1871 (2).

(1) Cette commission, constituée par arrêté royal du 25 décembre 1874, se compose de :

MM Jochams (F.), inspecteur général des mines, président ;
Chicora (L.), président du conseil des mines ;
Laguesse (E.), ingénieur en chef directeur des mines, à Mons ;
Van Scherpenzeel-Thim (J.-H.), ingénieur en chef directeur des mines, à Liège ;
Braconnier (E.), sénateur, membre de la commission administrative de la caisse de prévoyance de Liège ;
Jouniaux (E.), industriel, membre de la commission administrative de la caisse de prévoyance de Charleroi ;
Benoit-Faber (A.), industriel, membre de la commission administrative de la caisse de prévoyance de Namur ;
Jacquier (F.-A.), commissaire d'arrondissement, membre de la commission administrative de la caisse de prévoyance de Neufchâteau ;

Witmeur (Henri), ingénieur des mines, secrétaire.

(2) Voy. *Annales des Travaux publics*, t. 31, p. 55.

Membres de la commission.

Feu M. A. Visschers, ancien président de la commission, élaborait périodiquement un rapport sur la marche de ces institutions, auxquelles il consacra une si notable part de son actif dévouement ; la commission a décidé de conserver, dans le présent travail, le cadre de ces comptes-rendus antérieurs ; il comprendra donc les opérations des caisses communes de prévoyance et des caisses particulières de secours, leurs auxiliaires, pendant les années 1872 à 1876, et traitera, en particulier, la situation de ces caisses à la fin de ce dernier exercice. Comme précédemment, on envisagera d'abord l'ensemble de leurs opérations, puis on passera successivement en revue tout ce qui concerne les recettes et les dépenses de chacune des six caisses « reconnues. »

La dernière période quinquennale, dont la commission a eu à s'occuper, est remarquable à plus d'un point de vue. D'abord, elle pourrait à juste titre, être appelée *la période des hauts salaires et des hauts prix du charbon minéral*, les uns et les autres si excessifs comme on sait, durant les années 1872 et 1873. Ensuite, c'est pendant cette période que, conformément à la loi du 28 mars 1868, s'est opérée la révision des statuts des six caisses de prévoyance établies dans le royaume.

Voici les dates des arrêtés royaux de reconnaissance et d'approbation des statuts révisés : 1° pour les caisses des provinces de Namur et de Luxembourg et de l'arrondissement de Charleroi, le 4 octobre 1872 ; 2° pour celle de la province de Liège, le 20 janvier 1873 ; 3° pour celle du bassin du Centre, le 24 février 1875 ; et 4°, enfin, pour la caisse du Borinage, ou du couchant de Mons, le 6 décembre 1876.

Ainsi que le disait feu M. Auguste Visschers, dans son dernier écrit, ces caisses sont donc entrées dans

une nouvelle phase de leur existence. *Reconnues*, c'est-à-dire ayant acquis la qualité de personnes civiles, conformément à la loi susmentionnée, elles peuvent ester en justice, recevoir des donations ou des legs d'objets mobiliers (1); elles jouissent de l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous actes passés en leur nom ou en leur faveur; sont exempts des mêmes droits, tous certificats, actes de notoriété ou autres, dont la production doit être faite pour le service des caisses.

Elles peuvent, enfin, obtenir exemption des frais de procédure, en se conformant aux règles prescrites par l'arrêté royal du 26 mai 1824 (art. 9 de l'arrêté royal du 17 août 1874).

CHAPITRE PREMIER.

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION DES CAISSES PRISES DANS LEUR ENSEMBLE.

Les commissions administratives des caisses de prévoyance ont continué à publier, chaque année, conformément au modèle dressé dès 1855, par le département des travaux publics, des renseignements statistiques

(1) Dans son rapport au Roi, concernant le prix de l'association des ingénieurs sortis de l'école de Liège, dû à l'initiative d'un généreux anonyme, M. le Ministre des Travaux publics s'exprime en ces termes : « C'est le second acte de générosité dont les mineurs ont été l'objet depuis peu de temps; par testament du 1^{er} juin 1873, feu M. Visschers, conseiller des mines, qui avait consacré une grande partie de son existence à l'amélioration du sort de nos mineurs, a légué une somme de 40,000 francs à la caisse de prévoyance des mineurs de la province de Liège.

« On ne saurait trop louer, ajoute l'honorable Ministre, de pareils actes et il est à souhaiter que ces bienfaiteurs de l'humanité trouvent de nombreux imitateurs. »

concernant le nombre des exploitations associées, le nombre total de leurs ouvriers, celui des journées de travail et le montant total des salaires.

Le tableau ci-après reproduit ces renseignements pour chacune des années de la période considérée, c'est-à-dire de 1872 à 1876.

Relevé des renseignements statistiques pour la période
1872-1876.

ANNÉES.	N O M B R E			MONTANT TOTAL DES SALAIRES.	SALAIRE MOYEN (1)	
	d'explo- itations.	d'ouvriers.	de journées de travail.		par an.	par journée.
				Fr.	Fr. C.	Fr. C.
1872	303	103,752	31,439,640	105,524,891	1,017 09	3 35
1873	309	113,853	34,327,296	143,547,267	1,360 81	4 18
1874	313	112,551	33,341,767	129,550,124	1,151 03	3 88
1875	313	112,722	33,830,787	128,137,053	1,136 75	3 79
1876	310	109,290	32,073,793	111,787,532	1,022 50	3 49
Totaux.	1,546	552,168	165,013,283	618,546,867	»	»
	309	110,434	33,002,657	123,709,373	1,120 21	3 75

Ce tableau met en évidence le développement de l'industrie minérale dans le cours de ces dernières années : pour l'année 1871, du dernier compte-rendu, on ne renseignait que 298 exploitations affiliées n'occupant que 97,581 ouvriers et n'ayant fait que 28,736,895 journées qui ont été payées 83,539,911 fr; tandis qu'en 1876, ces nombres ont été respectivement de 310, de 109,290, de 32,073,793 et de 111,787,532. Ces chiffres accusent donc un accroissement de 12 dans le nombre d'exploitations affiliées, de 11,709 dans le nombre d'ouvriers occupés, de 3,336,898

(1) Le salaire moyen a été calculé en prenant pour base le nombre total des ouvriers, sans distinction de catégories, de sexe ou d'âge.

dans le nombre de journées faites, de 28,247,621 fr. dans le total des salaires payés.

On remarquera, sans doute, que les salaires de l'année, si *anormalement* prospère de 1873, ont dépassé ceux de 1871, de 60,007,356 francs, c'est-à-dire de 72 p. %. Les salaires ont été en diminuant dans les années suivantes, mais ils sont restés, en 1876, de 33 p. % supérieurs à ceux de 1871.

De ces chiffres, on peut encore conclure que la classe ouvrière a largement profité de l'ère de prospérité que l'industrie houillère vient de traverser. En effet, le salaire moyen annuel de l'ouvrier mineur de tout âge, de toute catégorie et quel que soit son sexe, n'était que de 856 fr. en 1871 ; l'année suivante, il s'élève à 1,017 francs, pour atteindre son maximum en 1873, soit 1,261 francs, descendre insensiblement pendant les années 1874 et 1875, et revenir à peu de chose près à son point de départ en 1876, année pendant laquelle le salaire annuel était encore de 1,022 francs, dépassant ainsi de 166 francs ou près de 20 p. % le salaire moyen de 1871. On peut donc dire que la classe ouvrière n'a été réellement atteinte dans ses moyens d'existence qu'à partir de la présente année, puisqu'en 1876, une famille de mineur composée du père et de deux enfants au dessus de dix ans, pouvait encore fournir à la *ménagère* la somme relativement élevée de 3,066 francs.

Il est à noter que la population minière indiquée ci-dessus, ne comprend que les exploitations associées. Les relevés faits par l'Administration des mines, accusent un nombre total de 115,118 ouvriers pour l'année 1876, qui se répartissent de la manière suivante, par nature de mines et par province.

Nombre total des ouvriers mineurs en Belgique, pendant l'année 1876.

PROVINCES.	MINES de HOUILLE.	MINES Métalliques.	MINIÈRES de FER.	ARDOISIÈRES.	TOTAL GÉNÉRAL.
Hainaut	79,047	»	4	»	79,051
Liège	25,723	2,329	172	»	28,224
Namur	3,773	426	1,101	123	5,423
Luxembourg . . .	»	39	81	2,300	2,420
LE ROYAUME . . .	108,543	2,794	1,358 (1)	2,423	115,118

Comme on le voit, la population des mines métalliques et des minières a continué à décroître : de 4,007 et de 4,094 qu'elle était encore en 1871, elle est tombée à 2,794 et 1,358 travailleurs en 1876. Par contre, le nombre des ouvriers attachés à l'exploitation des mines de houille, a continué sa marche ascendante ; de 94,286 qu'il était en 1871, il a été porté à 108,543 en 1876. Il en a été de même pour les ardoisières, qui n'occupaient la première année, que 1,140 ouvriers, tandis que durant la seconde, elles en employaient 2,423.

Nous mettons en regard dans le tableau ci-après, pour chaque province minière et pour l'année 1876, le nombre total des ouvriers des mines et minières et celui occupé par les exploitations associées.

PROVINCES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS		TANTIÈME POUR %.
	mineurs.	affiliés.	
Hainaut	79,051	75,894	96 20
Liège	28,224 (2)	28,305 (2)	100 » (2)
Namur	5,423	4,376	81 48
Luxembourg	2,420	715	30 00
LE ROYAUME	115,118	109,290	94 94

(1) La statistique officielle porte ce total à 1,454 ouvriers à raison de 96 ouvriers-férons occupés dans les provinces d'Anvers et du Limbourg.

(2) La légère différence que ces nombres présentent est probablement le résultat d'erreurs dans les relevés.

On remarquera que sur 100 ouvriers mineurs, dans le royaume, la proportion d'affiliés aux caisses de prévoyance est de $94 \frac{94}{100}$; elle était un peu plus faible en 1871, $94 \frac{35}{100}$. C'est toujours, et pour les mêmes motifs, dans les provinces de Namur et de Luxembourg, que la proportion est la moindre. La plus forte se constate dans la province de Liège, où l'on peut dire que tous les ouvriers des mines et minières actives sont affiliés à la caisse de prévoyance de cette province. Quant au Hainaut, il conserve, en 1876, sa proportion de 1871, soit, en chiffres ronds, 96 p. %.

On trouvera aux annexes, pour chacune des années de la période, dont la commission a eu à examiner les opérations, les tableaux détaillés des recettes et des dépenses des caisses communes de prévoyance et des caisses particulières de secours ressortissant à chacune des six associations existantes en Belgique. En voici un extrait en ce qui concerne les caisses communes.

Relevé des recettes et des dépenses des six caisses reconnues, pendant chacune des années de la période 1872-1876.

ANNÉES.	TOTAL GÉNÉRAL		AVOIR GÉNÉRAL	CHARGES
	des recettes.	des dépenses.	A la fin de chaque année.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1872	1,898,579 99	1,573,803 07	5,738,982 83	1,396,918 00
1873	2,445,183 63	1,661,124 64	6,523,041 82	1,569,174 27
1874	2,304,321 84	1,825,268 77	7,002,094 89	1,623,419 83
1875	2,269,875 99	1,881,687 43	7,390,283 87	1,681,089 46
1876	2,041,246 57	1,947,352 28	7,484,178 16	1,757,040 00
Totaux . .	10,959,208 02	8,889,236 19	34,138,581 57	8,027,641 66
Moyennes . .	2,191,841 60	1,777,847 24	6,827,716 31	1,605,528 33

Il en résulte que, pendant la période 1872-1876, les

recettes totales se sont élevées en chiffres ronds, à 10,959,208 francs et les dépenses à 8,889,236 francs, laissant un boni de 2,069,972 francs qui, ajouté à l'avoir établi au 1^{er} janvier 1872, soit 5,414,206 francs, donne la somme globale de 7,484,178 francs constituant l'avoir des caisses au 1^{er} janvier 1877 (1).

Si l'on examine le mouvement de ces sommes pendant chacune des années de la période, on remarquera que les recettes, qui ne s'élevaient en 1871, qu'à 1,727,790 fr., se sont élevées en 1872 à 1,898,580 fr. et ont atteint en 1873 l'énorme somme de 2,445,184 fr. Mais à partir de cette année, comme la prospérité de l'industrie minérale, les recettes ont été en diminuant, et, en 1876, bien que tombées à 2,041,247 francs, elles présentaient encore néanmoins un excédant de 313,457 francs sur celles de 1871, soit un accroissement de 18 p. %. Si l'on envisage la recette moyenne effectuée pendant la période, on voit qu'elle est de 2,191,842 francs, qui excède la recette de 1871 de 464,052 francs ou de 27 p. %. On sait que l'accroissement des recettes durant la période de 1865-1871 avait été de 50 p. %, l'excédant des recettes de 1871 sur celles de 1865, se chiffrant par 576,622 francs.

Quant aux dépenses, elles étaient déjà de 1,676,250 francs en 1871, descendant en 1872, à 1,573,803 francs, pour remonter les années suivantes et atteindre en 1876, 1,947,352 francs, dépassant ainsi de 271,002 francs ou de 16 p. % les dépenses de 1871. La moyenne des dépenses de 1872 à 1876 se calcule par 1,777,847 francs n'excédant que de 101,497 francs ou de 6 p. % les dépenses de 1871. On se rappellera, d'ailleurs, que le total des dépenses des caisses communes en 1871

(1) En ne tenant pas compte des légères erreurs commises dans les relevés antérieurs.

avait dépassé celui afférent à l'année 1865 de 702,244 francs ou de 72 p %.

On voit donc que, malgré l'accroissement continu des charges, aucune des années de cette dernière période n'a présenté un excédant de dépenses sur les recettes, comme cela est arrivé dans les périodes précédentes.

Voici les bonis réalisés pour l'ensemble des opérations des six caisses, savoir :

En 1872	fr. 324,777
En 1873	784,059
En 1874	479,053
En 1875	388,189
En 1876	93,894

Si l'excédant des recettes sur les dépenses s'est élevé en 1873, à 784,059 francs, on observera la chute que cet excédant a éprouvée en 1876, où il est tombé à 93,894 francs.

Et il est à craindre que les opérations des caisses communes pour l'exercice prochain, ne se soldent dans leur ensemble, par un déficit, conséquence de la baisse des salaires et de l'accroissement constant des charges.

Aussi la commission permanente ne saurait trop recommander à toutes les commissions administratives de ces caisses, de veiller avec assiduité à maintenir rigoureusement l'équilibre entre leurs recettes et leurs charges.

A la vérité, les intérêts des capitaux placés, ainsi qu'on le verra plus loin, deviennent une source de revenus importants, qui contribuent à parfaire, dans certaine mesure, le paiement des charges. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il importe de ne pas laisser affaiblir cette réserve, attendu que les caisses seraient exposées à devoir hausser le taux des retenues et des

cotisations. C'est ce qui va être démontré par l'analyse des chiffres renseignés dans le tableau ci-après, concernant le détail des recettes pendant les cinq dernières années.

Détail des recettes des caisses communes de prévoyance, pendant la période de 1872-1876.

ANNÉES.	RETENUES sur LES SALAIRES.	COTISATIONS des EXPLOITANTS.	SUBVENTION de L'ÉTAT.	INTÉRÊTS-SUBSIDES des PROVINCES et autres recettes.
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1872	791,541	791,541	44,583	270,915
1873	1,058,315	1,058,315	44,082	284,472
1874	951,447	951,447	44,616	356,812
1875	946,029	946,029	44,187	333,631
1876	828,755	828,755	44,866	338,871
Totaux . . .	4,576,087	4,576,087	222,334	1,584,701
Moyennes . . .	915,217	915,217	44,467	316,940
	1,830,434			

On constatera que, pour cette période, les retenues sur les salaires des ouvriers jointes aux cotisations égales des exploitants constituant les ressources ordinaires, se sont élevées en moyenne à 1,830,434 francs, qui ont suffi largement à payer les dépenses arrêtées en moyenne, à 1,777,847 francs. La situation de cette période dans son ensemble est donc très-bonne. Mais si l'on prend isolément les opérations de la dernière année, il n'en est plus de même. En effet, pour 1876, le montant total de la recette du chef des retenues sur les salaires et des cotisations des exploitants n'a été que de 1,657,510 francs, alors que les dépenses de toute nature se sont élevées à 1,947,352 francs, dépassant de 289,842 francs les recettes ordinaires.

D'où il ressort que si les six caisses reconnues avaient été administrées, dès leur origine, comme peuvent l'être les caisses de secours, c'est-à-dire en dépensant annuellement tous leurs revenus, elles n'eussent pu, en 1876, satisfaire à leurs engagements sans augmenter les retenues et les cotisations, puisque les subventions du gouvernement et des provinces n'ont produit ensemble que 54,250 francs (45,000 + 9,250) et que le déficit constaté ci-dessus n'est pas moins de 289,842 francs.

Il est intéressant de connaître quelles sont les dépenses qui peuvent ainsi aggraver la situation des caisses communes. Ces dépenses seront signalées dans le chapitre consacré à l'examen des opérations et de la situation de chacune des caisses prises séparément.

Nous présenterons toutefois ici quelques données, à cet égard, en ce qui concerne l'ensemble des caisses.

A cet effet, voici un état renseignant le détail des dépenses pour chacune des années de la période dont on examine les comptes.

Détail des dépenses des caisses communes de prévoyance, pendant la période 1872-1876.

ANNÉES.	PENSIONS et SECOURS.	INSTRUCTION ET DÉPENSES extraordinaires.	FRAIS d'administration.	DÉPENSES TOTALES.
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1872	1,517,268	22,635	33,900	1,573,803
1873	1,612,645	6,000	42,480	1,661,125
1874	1,771,024	11,200	43,044	1,825,268
1875	1,831,078	6,000	44,609	1,881,687
1876	1,891,409	10,041	45,902	1,947,350
Totaux . . .	8,623,424	55,876	209,935	8,889,235
Moyennes . .	1,724,685	11,175	41,987	1,777,847

Comme on le voit, les frais autres que les pensions et secours, sont relativement peu considérables et il est à observer, en outre, que dans la période prochaine, les dépenses qui figurent dans la seconde colonne disparaîtront complètement parce qu'elles sont dues, d'une part, aux subsides accordés pour l'instruction, lesquels ne peuvent plus être à charge des caisses communes aux termes de la loi de 1868, et d'autre part, aux droits de succession du chef du legs Visschers. C'est donc dans la décomposition de la somme de 8,623,424 francs que l'on doit chercher la cause de l'augmentation permanente des charges des caisses de prévoyance.

Cette somme de 8,623,424 francs a servi à secourir, de 1872 à 1876, 59,910 personnes, c'est donc 144 francs par personne secourue : d'un autre côté, elle se répartit entre les différentes associations de la manière suivante, savoir :

	Nombre de personnes secourues.	Montant des secours. Fr.
De Mons.	16,673	2,139,290
De Charleroi.	20,490	3,327,869
Du Centre	5,804	853,272
De Liège.	14,563	2,000,109
De Namur	2,021	277,503
De Luxembourg	359	25,381
TOTAUX.	59,910 (1)	8,623,424

La décomposition de ces totaux entre les différentes espèces de secours et de pensions tant viagères que temporaires mettrait en évidence des faits très-intéressants.

Mais la commission a cru devoir se borner à présenter ici les chiffres relatifs aux années extrêmes des deux dernières périodes, 1871-1876. Les voici :

(1) Y compris les veuves remariées.

NATURE DES DÉPENSES.	1871		1876	
	Nombre.	Dépenses.	Nombre.	Dépenses.
		Fr.		Fr.
Pensions viagères . .	6,990	1,330,102	8,616	1,503,763
Id. temporaires	2,927	138,954	3,030	163,868
Secours	1,193	150,060	1,190	223,778
TOTAUX. . .	11,110	1,625,116	12,836	1,891,409

Ces chiffres font donc ressortir que le nombre de personnes pensionnées et secourues de 1871 à 1876, s'est accru de 1,726 ou de 15 1/2 p. %, et le montant des pensions et des secours de 266,293 francs ou de 16 1/3 p. %; que ce sont les pensions viagères qui interviennent dans cet accroissement pour le plus fort contingent, puisque les pensions de l'espèce dépassent, en nombre, de 1626, et en argent, de 233,661 francs la situation de 1871.

Que le nombre des pensions temporaires n'est augmenté que de 103 et la dépense y afférente que de 24,914 francs; qu'enfin, le nombre de personnes secourues est quelque peu diminué, mais que par contre, les secours accordés ont acquis plus d'importance, puisque la somme y consacrée est majorée de 67.718 francs, c'est-à-dire qu'étant de 156,060 francs en 1871, elle a été portée, en 1876, à 223,778 francs.

Si l'on décompose les chiffres relatifs aux pensions viagères accordées en 1871-1876, on arrive aux résultats ci-après :

DÉSIGNATION des PENSIONS.	1871		1876	
	Nombre.	Dépenses.	Nombre.	Dépenses.
		Fr.		Fr.
Ouvriers mutilés incapables de travailler	1,740	347,695	2,083	404,727
Veuves d'ouvriers morts par accident et d'ouvriers mutilés incapables de travailler .	1,956	406,328	2,603	497,141
Parents d'ouvriers morts par accident	366	53,941	146	23,361
Ouvriers vieux et infirmes. .	2,600	492,833	3,208	517,606
Veuves d'ouvriers vieux et infirmes	328	29,305	576	60,928
TOTAUX. . .	6,990	1,330,102	8,616	1,503,763

On constate, de 1871 à 1876, les augmentations suivantes :

	Dans le nombre.	Dans les dépenses. Fr.
1° Du chef des ouvriers mutilés incapables de travailler. . .	343	57,032
2° Du chef des veuves d'ouvriers qui ont péri par accident et des ouvriers mutilés, incapables de travailler	647	90,813
3° Du chef des ouvriers vieux et infirmes	608	24,773
4° Du chef des veuves d'ouvriers vieux et infirmes.	248	31,623

Tandis qu'on trouve une diminution du chef des parents d'ouvriers qui ont péri par accident, savoir 220 pour le nombre et 30,580 francs pour la dépense.

Ainsi que le prévoyait feu M. Visschers, le nombre des ouvriers vieux et infirmes et celui de leurs veuves

se sont accrus dans de très-fortes proportions : on comptait, en effet, pour 1876, 3,784 pensions de l'espèce, absorbant une somme de 578,534 francs, ou plus du tiers de celle affectée au paiement des pensions viagères, soit 1,503,763 francs.

Dans leur état actuel, les caisses de prévoyance n'étant pas organisées de manière à servir de caisses de retraite, il importe, on le répète, que les commissions administratives n'étendent pas outre mesure, cette catégorie, très-intéressante sans aucun doute, de tributaires des caisses de prévoyance, dans la crainte de compromettre l'équilibre qui doit toujours exister entre les ressources et les charges.

Comme on doit s'y attendre, les recettes et les dépenses des caisses particulières de secours, se sont également accrues dans une forte mesure pendant la période 1872-1876. On en jugera par le tableau ci-après, indiquant pour chacune des années de cette période les opérations, tant en recettes qu'en dépenses, de ces caisses, qui ne distribuent que des secours temporaires.

Relevé des recettes et des dépenses des caisses particulières de secours, pendant la période de 1872-1876.

ANNÉES.	RETENUES sur les SALAIRES.	COTISATIONS des EXPLOITANTS.	ENSEMBLE.	DÉPENSES.
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1872	1,540,390	168,304	1,708,694	1,519,442
1873	2,062,675	232,020	2,294,695	1,775,105
1874	1,891,803	262,027	2,153,830	1,759,708
1875	1,944,390	266,940	2,181,330	1,991,308
1876	1,622,712	258,570	1,881,282	1,845,477
Totaux. . . .	9,031,970	1,187,861	10,219,831	8,891,040
Moyennes. . .	1,806,394	237,572	2,043,966	1,778,208

D'où il résulte que pendant cette période quinquennale, le montant global des recettes des caisses particulières a été de 10,219,831 francs, dont 9,031,970 francs provenant des retenues opérées sur les salaires et 1,187,861 francs des cotisations des patrons (1). D'un autre côté, il a été distribué, pendant le même espace de temps, 8,891,040 francs en secours divers, tels qu'argent, soins médicaux, médicaments et charbons. Il reste donc un excédant de 1,328,791 francs, lequel appartient exclusivement à la classe ouvrière tout en restant dans les caisses des patrons.

Et à ce sujet, il pourrait être utile de demander à la législature les mêmes garanties que celles réclamées dernièrement par le président du tribunal de commerce de Bruxelles, en faveur des employés des sociétés anonymes du chef de leurs cautionnements qui peuvent être perdus, en totalité, en cas de liquidation désastreuse de ces sociétés.

Quoi qu'il en soit, il résulte encore des chiffres précédents que les caisses particulières de secours ont reçu, en moyenne, par année, 2,043,966 francs, ont dépensé 1,778,208 francs et ont économisé 265,758 francs.

Il est à noter qu'en 1871, les recettes de ces caisses n'avaient atteint que le total de 1,479,199 francs, tandis qu'en 1876, elles se sont élevées à 1,881,282 fr. ; que les dépenses, pour les mêmes années, ont été respectivement de 1,430,751 francs, et de 1,845,477 fr. Ce sont donc des augmentations de 402,083 francs, ou de 27 p. % quant aux recettes, et de 414,726 francs, ou de 29 p. % en ce qui concerne les dépenses.

(1) Dans les comptes-rendus, ces cotisations sont renseignées comme étant directement fournies par les patrons. Toutefois, il n'en est pas toujours ainsi, puisqu'il a été constaté qu'elles proviennent presque généralement des excédants antérieurs laissés par les opérations des caisses de secours.

On sait qu'à la fin de la période 1865-1871, le montant des recettes et des dépenses des caisses particulières était respectivement de 1,479,199 francs, et de 1,430,751 francs, et celui des caisses communes, de 1,727,790 francs et de 1,676,350 francs.

Ainsi qu'on le voit, les opérations de ces dernières caisses excédaient, en importance, dans une large mesure, celle, de leurs caisses auxiliaires. En 1876, la situation reste la même, c'est-à-dire, que les opérations des premières dépassent toujours celles des secondes, mais l'écart en est aujourd'hui moins grand. C'est ainsi qu'étant pour les recettes, pendant la première période, de 248,591 fr. = (1,727,790-1,479,299), cet écart n'est plus, durant la seconde, que de 159,965 fr. = (2,041,247-1,881,282). Quant aux dépenses l'écart était à la première époque de 245,599 francs = (1,676,350-1,430,751), et seulement, de 101,875 fr. = (1,947,352-1,845,477) à la seconde.

Ainsi, grâce aux hauts salaires de ces dernières années, la situation générale des caisses communes ne s'est pas aggravée pendant la période 1872-1876, puisque l'écart entre leurs dépenses et celles des caisses particulières ne s'est pas accru, mais a diminué au contraire et tend plutôt, à se niveler. Il est d'ailleurs à observer, qu'à l'origine des opérations des associations, les dépenses des caisses particulières de secours avaient toujours excédé celles des caisses communes, et ce ne fut que plus tard, lorsque le nombre de pensions accordées, augmentant en proportion plus grande que les extinctions, l'inverse, comme on le voit, s'est produit.

Il est intéressant de connaître, dans leur ensemble, les recettes et les dépenses des caisses communes et des caisses particulières. En voici les chiffres pour la dernière période quinquennale.

	RECETTES Fr.	DÉPENSES Fr.
Caisses communes. .	10,959,208	8,889,236
Id. particulières .	10,219,831	8,891,040
Ensemble. .	21,179,039	17,780,276

Ainsi, durant la période 1872-1876, il a été distribué à la classe ouvrière des mines, en pensions et secours de toute nature, la

somme de Fr. 17,780,276

Soit par an, une moyenne de " 3,556,055

Les recettes, pendant la même période, se sont élevées à la somme non moins considérable de 21,179,039 francs ou par an, à 4,235,808 francs. Cette recette annuelle comprend, outre les retenues sur les salaires, les cotisations des exploitants, les subsides de l'état et des provinces, les intérêts des capitaux placés, et diverses recettes.

Voici l'importance relative de chacun de ces éléments de revenus pour la deuxième période.

Cotisations des ouvriers . . . Fr. 2,959,183

Id. patrons " 915,217 (1)

Subsides, intérêts et recettes

diverses " 361,408

Somme égale. Fr. 4,235,808

Il ressort de ces chiffres que la plus forte part des recettes provient des retenues effectuées sur les salaires des ouvriers. Cette part s'élève pour les deux sortes de caisses à 2,959,183 francs en moyenne, pour chacune des années de la période considérée et comme la population des mines a été également en moyenne, de 110,434 travailleurs participants, cela fait, par tête,

(1) On ne tient compte que des cotisations versées dans les caisses communes de prévoyance.

une retenue annuelle d'un peu moins de 27 francs (26 fr. 80) ou seulement de 2.4 p. % du salaire moyen annuel qui a été trouvé être de 1,120 francs, pour les ouvriers de toute catégorie et de tout âge.

Mais on ne perdra pas de vue que les mineurs invalides, les blessés et malades, ainsi que les veuves et orphelins ont reçu pendant le même temps, la somme de 3,556,055 francs dépassant de plus d'un demi-million (596,872 fr.), la contribution globale de la classe ouvrière des mines, aux caisses communes de prévoyance et aux caisses particulières de secours.

Enfin, la Commission a pu établir le montant des recettes et des dépenses des six caisses communes de prévoyance depuis leur origine jusqu'au 1^{er} janvier 1877.

En voici le relevé.

Relevé des opérations des caisses depuis leur origine
jusqu'au 1^{er} janvier 1877.

DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	TOTAL GÉNÉRAL		AVOIR AU 1 ^{er} JANVIER 1877.
	des recettes.	des dépenses.	
	Fr.	Fr.	Fr.
Caisse de Mons	10,736,852	9,009,336	1,727,516
Id. Charleroi	12,023,832	9,526,753	2,497,079
Id. Centre. . . .	3,600,596	2,806,993	793,603
Id. Liège	7,869,385	5,813,232	2,056,153
Id. Namur	1,510,098	1,135,805	374,293
Id. Luxembourg.	128,018	92,484	35,534
TOTAUX. . .	35,868,781	28,384,603	7,484,178

D'où il suit que les recettes de ces caisses se sont élevées en totalité, à 35,868,781 francs et les dépenses

à 28,384,603 francs laissant ainsi un fonds de pension de 7,484,178 francs.

La somme globale des recettes se décompose en :

Cotisations des ouvriers, pour .	Fr. 14,378,922
Id. patrons, pour .	» 14,389,973
Intérêts des capitaux	» 4,879,449
Subside de l'État	» 1,613,211
Id. des provinces.	» 320,931
Recettes diverses	» 286,295
Somme égale.	Fr. 35,868,781

Ainsi, depuis l'origine des caisses communes de prévoyance, c'est-à-dire, depuis 1839 (1), les patrons y ont versé la somme de 14,389,973 francs, l'État, celle de 1,613,214 francs et les provinces, 320,931 francs.

Quant au détail des dépenses pendant la même espace de temps, le voici :

Les pensions viagères se sont élevées à	Fr. 16,641,434
Les pensions temporaires, à. .	» 2,626,372
Les secours, à.	» 7,844,552
Les subsides pour l'instruction et dépenses diverses, à. . . .	» 514,365
Les frais d'administration et de bureau, à	» 757,880
Somme égale.	Fr. 28,384,603

Il résulte donc de ces chiffres que, depuis l'institution des caisses de prévoyance, la classe ouvrière des mines a reçu, en pensions, en secours et en subsides

(1) Les premiers statuts des caisses de prévoyance ont été approuvés :

pour Liège, le 24 janvier 1839	pour Charleroi, le 31 déc. 1840
» Namur, le 1 ^{er} déc. 1839	» Le Centre, le 30 sept. 1841
» Mons, le 30 déc. 1840	» Luxembourg, 27 janv. 1844

pour l'instruction, la somme de 27,626,723 fr., pour un versement qui ne s'est élevé, en totalité, qu'à 14,378,922 francs, c'est-à-dire, qu'elle a touché presque le double des versements effectués du chef des retenues opérées sur les salaires.

A raison des dangers que présente le travail des mines, les ouvriers de nos exploitations méritent un intérêt spécial ; les chiffres qui précèdent établissent que cet intérêt ne leur fait pas défaut, ni de la part de leurs chefs, ni de la part des pouvoirs publics.

On voudra bien reconnaître, en effet, que nulle industrie ne vient en aide à ses ouvriers dans d'aussi fortes proportions, et l'on doit s'étonner que des excitations trop souvent répétées provoquent la classe ouvrière des mines à se mettre en hostilité avec ses chefs.

A cet égard, on ne doit pas perdre de vue non plus que quoi qu'on en dise, rien n'est, en général, aussi aléatoire, que les entreprises des mines.

Dans un mémoire (1) rédigé au commencement du siècle, les mandataires des propriétaires exploitant les mines de houille de la province de Hainaut, disaient :

« Une expérience constante a prouvé que les premiers essais causent la ruine de ceux qui s'y livrent. Ceux même qui reprennent les premiers ouvrages abandonnés se ruinent aussi fort souvent, et ce n'est régulièrement que les troisièmes ou quatrièmes épreuves qui réussissent, encore échouent-elles très-souvent, ou si elles obtiennent un succès, il n'est pas de durée.

(1) Ce mémoire se trouve dans la notice publiée par M. G. Arnould, ingénieur principal des mines, à l'occasion de l'excursion faite les 5 et 6 août 1877, dans le bassin houiller du couchant de Mons, par les membres de l'Association des ingénieurs sortis de l'Ecole de Liège.

« Si l'histoire de nos exploitations était écrite, on serait effrayé de la masse de pertes et de ruines qu'elles ont causées. Nous connaissons toutes les entreprises faites dans la province du Hainaut, au nombre de 120 et plus ; nous connaissons leurs galeries d'assèchement, et leurs machines à vapeur, au nombre de 55, employées pour l'exhaure des eaux.

« Plus de la moitié de ces nombreuses entreprises travaillent encore en perte et achèvent leur ruine par la persévérance.

« Plus de quarante mines de charbon sont ruinées et délaissées pour longtemps, et parmi celles qui se maintiennent et font des bénéfices, il reste de douloureux souvenirs d'une longue période de pertes continues. »

Quoique remontant à une époque déjà reculée, et malgré les résultats avantageux obtenus par un certain nombre d'exploitations dans les trente dernières années, les observations, qui précèdent, s'appliquent encore à la situation générale de l'industrie minière belge. Et il serait à désirer que nos ouvriers, appréciant mieux ce que les exploitants font pour eux, en risquant leurs capitaux dans les entreprises aléatoires qui leur fournissent le travail, résistent davantage aux suggestions intéressées ou aveuglement passionnées de ceux qui les excitent à s'insurger contre eux.

CHAPITRE II.

EXAMEN DES OPÉRATIONS ET DE LA SITUATION DE
CHACUNE DES CAISSES PRISES SÉPARÉMENT.§ 1^{er}. — *Caisse de Mons.*

En 1871, il y avait 25 établissements affiliés à la caisse de Mons, à savoir : 24 charbonnages et une société de chemins de fer.

En 1876, le nombre des associés était de 27, dont 25 charbonnages, l'État pour les chemins de fer du Haut et du Bas Flénu et de Frameries à Saint-Ghislain, et un entrepreneur de transports par chevaux.

Des 25 charbonnages, 23 étaient affiliés en 1871 et 2 sont entrés depuis dans l'association, l'un en 1874, et l'autre en 1875. Un charbonnage, par suite de l'abandon définitif de ses travaux, a cessé de faire partie de l'association.

Nous donnons ci-après, sous forme de tableaux dressés à l'aide des renseignements fournis annuellement par la commission administrative de la caisse de Mons, un résumé des opérations de cette caisse pendant la période quinquennale de 1872 à 1876.

1° Nombre d'ouvriers et salaires.

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par jour.
			Fr.	Fr. C.	Fr. C.
1872	30,232	9,607,493	28,923,895	956 76	3 01
1873	31,951	10,329,287	37,252,229	1165 92	3 61
1874	29,662	9,310,786	31,807,119	1072 32	3 42
1875	28,998	9,157,503	31,478,084	1085 53	3 44
1876	28,074	8,621,396	27,493,571	979 32	3 19
Totaux . .	148,917	47,016,465	156,954,898	»	»
Moyennes.	29,783	9,403,293	31,390,980	1053 99	3 34

Pour la période de 1866 à 1871, la moyenne des salaires était de 2 fr. 65 ; cette moyenne s'est élevée à 3 fr. 34 pour la période considérée. Toutefois, la majoration n'est pas exclusivement le résultat d'une augmentation progressive des salaires ; elle est due, en partie, à la violente impulsion qui a été momentanément imprimée à l'industrie, dans les années 1872 et 1873.

2° Recettes et dépenses de la caisse commune et des caisses particulières.

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes (1).	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1872	511,256 22	433,608 18	494,468 67	422,459 55
1873	639,507 70	445,083 30	624,544 03	538,597 55
1874	564,334 96	447,054 63	544,885 58	501,283 15
1875	567,088 18	446,329 11	564,589 51	535,087 69
1876	506,969 14	464,580 10	524,889 69	512,132 95
Totaux. . .	2,789,156 20	2,236,655 32	2,753,377 48	2,509,560 89
Moyennes. .	557,831 24	447,331 06	550,675 50	501,912 18

(1) Y compris les cotisations des exploitants.

La situation de la caisse commune est très-favorable. Son avoir au 31 décembre 1876 s'élevait à 1,727,516 fr. 20.

D'une part, l'accroissement annuel des dépenses a été moindre dans la période de 1872 à 1876 que dans la précédente. Elles avaient, en effet, été majorées, pendant cette dernière, de 26 p. %, tandis qu'elles ne l'ont été que de 13 1/2 p. % pendant la première.

Les recettes, d'autre part, se sont accrues par suite de l'augmentation des salaires.

Nous trouvons que l'excédant des recettes sur les dépenses, qui n'était que de 12 p. % de celles-ci sur l'ensemble des opérations de 1866 à 1871, a été de 25 p. % de 1872 à 1876.

Dans le cours de ces cinq années, on a eu à déplorer la terrible catastrophe, survenue le 16 décembre 1875, par suite d'une explosion de grisou, dans les travaux du puits n° 2 du charbonnage de l'Agrappe. Cet accident a coûté la vie à 112 ouvriers et occasionné des blessures graves à 10 autres.

Sur les 112 ouvriers tués, on comptait :

20 pères de familles ; 40 célibataires mâles et 24 filles.

La caisse de prévoyance a eu de ce chef, à accorder des pensions viagères et temporaires pour une somme de 8,590 francs par an.

Les caisses particulières ont présenté un mouvement inverse.

Les dépenses, qui, de 1866 à 1871, n'avaient augmenté que de 12 p. %, se sont en effet accrues de 21 p. %, de 1872 à 1876. Et l'excédant des recettes sur les dépenses a été, pour la période de 1872 à 1876, de 10 p. % environ des dépenses, tandis qu'il avait été de 14 1/2 p. %, pendant la période précédente.

Nous ferons remarquer que pendant aucune des années de la période de 1872 à 1876, les dépenses des deux caisses n'ont excédé les recettes, fait qui s'était présenté pour la caisse commune en 1871.

3. Nature des recettes et des dépenses de la
caisse commune de prévoyance.

ANNÉES.	RETENUES sur		COTISATIONS des		SUBVENTIONS		INTÉRÊTS des
	LES SALAIRES.		EXPLOITANTS.		de l'État.	de la Province.	
	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr. C.
1872	216,929	21	216,929	21	12,720	»	2,252 06 62,425 74
1873	279,391	72	279,391	72	12,769	»	2,308 18 65,647 08
1874	238,553	39	238,553	39	12,172	»	2,116 88 72,939 30
1875	236,085	63	236,085	63	11,582	»	2,081 00 81,253 92
1876	206,201	78	206,201	78	11,372	»	2,059 00 81,134 58
Totaux .	1,177,161	73	1,177,161	73	60,615	»	10,817 12 363,400 62
Moyennes	235,432	35	235,432	35	12,123	»	2,163 42 72,680 12

4. Nature des dépenses de la caisse commune de
prévoyance.

ANNÉES.	PENSIONS.	FRAIS	SUBSIDES
		D'ADMINISTRATION.	aux Écoles Industrielles
	Fr. C.	Fr. C.	Fr.
1872	416,483 55	11,124 63	6,000
1873	427,013 94	12,069 36	6,000
1874	427,701 11	13,353 52	6,000
1875	425,134 48	15,194 63	6,000
1876	442,957 20	15,622 90	6,000
TOTAUX . . .	2,139,290 28	67,365 04	30,000
MOYENNES . .	427,858 06	13,473 01	6,000

5. Nombre de personnes secourues et montant des pensions et des secours.

ANNÉES.	NOMBRE	MONTANT
	de Personnes secourues.	des PENSIONS.
		FR. C.
1872	3,291	416,483 55
1873	3,330	427,013 94
1874	3,311	427,701 11
1875	3,355	425,134 48
1876	3,386	442,957 20
TOTAUX	16,673	2,139,290 28
MOYENNES.	3,335	427,858 06

Le tarif des pensions n'a subi aucune modification depuis 1865.

La progression signalée par M. Visschers, dans le nombre des personnes secourues, ne s'est pas maintenue; il y avait en 1871, 28 p. % en plus de personnes secourues qu'en 1866, et en 1876, 5 p. % de plus qu'en 1871.

D'une année à l'autre, l'augmentation a été beaucoup plus faible dans la seconde période, il y a même eu diminution de 1873 à 1874, et la plus forte augmentation de 1871 à 1872, n'a été que de 2 p. % contre 7 1/2 p. %, dans la période précédente (de 1870-1871).

Quant au montant des pensions, la majoration de 1871 à 1876, n'a été que de 13 p. %, tandis qu'elle avait été de 26 p. % de 1866 à 1871. Toutefois, cette majoration pour l'année la plus défavorable sous ce rapport, a été un peu plus forte, dans la période 1872 à 1876, que pendant la période précédente.

Le tableau montre que le montant des pensions a peu varié de 1873 à 1874 et a diminué sensiblement en 1875.

6. Répartition des pensions.

ANNÉES.	PENSIONS VIAGÈRES.		PENSIONS TEMPORAIRES.	
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.
		Fr. C.		Fr. C.
1872	2,073	368,304 61	1,218	48,178 94
1873	2,142	381,322 28	1,188	45,691 66
1874	2,159	382,302 58	1,152	45,398 53
1875	2,235	382,306 01	1,120	42,828 47
1876	2,236	396,314 89	1,150	46,642 31
Totaux . . .	10,845	1,910,550 37	5,828	228,739 91
Moyennes. . .	2,169	382,110 07	1,166	45,747 98

7. Détail des pensions viagères

ANNÉES.	Ouvriers mutilés et incapables de travailler.		Veuves et vieux parents d'ouvriers tués.		Ouvriers âgés de plus de 70 ans.	
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.
		Fr. C.		Fr. C.		Fr. C.
1872	891	169,237 48	1,056	185,890 89	126	13,176 24
1873	1,017	181,471 96	995	186,730 32	130	13,120 »
1874	1,007	182,041 »	1,023	186,688 68	129	13,572 90
1875	1,042	175,537 08	1,060	193,092 78	133	13,676 15
1876	976	174,763 13	1,129	207,950 10	131	13,601 66
Totaux . .	4,933	883,050 65	5,263	960,352 77	649	67,146 95
Moyennes.	987	176,610 13	1,053	192,070 55	130	13,429 39

Ainsi qu'on le voit au tableau 6, la caisse de Mons n'accorde plus de secours extraordinaires.

De 1871 à 1876, les pensions viagères ont augmenté de 12 $\frac{1}{2}$ p. % quant au nombre des personnes secourues et de 15 p. % quant au montant.

L'augmentation s'est fait sentir chaque année de la période quinquennale, sauf de 1874 à 1875, où leur montant n'a guère varié.

Le nombre des vieux ouvriers pensionnés a également augmenté, le mouvement le plus fort s'est produit de 1871 à 1872 ; on remarque une diminution de 1873 à 1874 et de 1875 à 1876.

Le montant des pensions accordées à cette catégorie de personnes secourues ne s'est élevé que dans une faible proportion.

Il y a eu au contraire diminution sur le nombre et le montant des pensions temporaires, respectivement de 6 $\frac{8}{10}$ et de 1 $\frac{4}{10}$ %.

8. Nature des dépenses des caisses particulières.

ANNÉES.	SECOURS en ARGENT.		SECOURS en Médicaments.		EX CHARBONS et Objets divers.		HONORAIRES des MÉDECINS		DÉPENSES TO_TALES.	
	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.
1872	251,897	41	25,855	30	59,579	88	85,126	96	422,459	55
1873	294,839	03	36,467	82	116,032	83	91,257	87	538,597	55
1874	288,027	54	36,758	77	79,264	03	97,232	81	501,283	15
1875	316,839	82	34,328	»	83,166	31	100,753	56	535,087	69
1876	294,568	47	30,817	18	87,134	52	99,612	78	512,132	95
Totaux.	1,446,172	27	164,227	07	425,177	57	473,983	98	2,509,560	89
Moyennes	289,234	45	32,845	41	85,035	52	94,796	80	501,912	18

9. Cotisations des exploitants à la caisse commune et aux caisses particulières.

ANNÉES.	Cotisations des exploitants à la caisse		Subsides des exploitants.				ENSEMBLE.
	de prévoyance.	de secours.	pour l'instruction des enfants.	aux Petites Sœurs de Jemappes.	A l'Asile de Fraternité.		
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr.	Fr. C.	
1872	216,929 21	14,172 27	16,621 10	5,400 »	100	253,222 58	
1873	279,391 72	13,319 43	21,916 57	5,400 »	200	320,227 72	
1874	238,553 39	33,912 12	21,753 45	5,400 »	200	299,818 96	
1875	236,085 63	57,492 55	25,416 28	5,433 50	»	324 427 96	
1876	206,201 78	76,939 89	23,516 52	5,220 »	»	311,878 19	
Totaux..	1,177,161 73	195,836 26	109,223 92	26,853 50	500	1,509,575 41	
Moyennes	235,432 35	39,167 25	21,844 78	5,370 70	100	301,915 08	

Ainsi que le montre ce tableau, les fonds des caisses particulières sont principalement formés par des retenues sur le salaire des ouvriers. Les exploitants n'interviennent qu'à l'aide de subsides pour combler les déficits, de diverses allocations à des établissements particuliers et d'une somme consacrée à l'instruction des enfants.

Cette dernière somme s'est élevée en moyenne, pendant chacune des cinq dernières années, à 21,844 fr. 78. La moyenne des six années précédentes ne s'élevait qu'à 15,056 fr. 74. Les exploitants ont donc généreusement accru leur part d'intervention dans le service de l'instruction.

Le subside annuel de 6,000 francs a été continué aux écoles de porions pendant toute la période quinquennale de 1872 à 1876.

Révision des statuts.

Dans son dernier rapport (1), M. Visschers constatait que la commission administrative de la caisse de Mons déclarait vouloir attendre pour la révision des statuts, d'après les principes de la loi du 28 mars 1868, que les arrêtés royaux réglementaires, dont la publication est prescrite par ladite loi, eussent paru. Cette prescription de la loi fut remplie par un arrêté royal en date du 17 août 1874. Ce ne fut cependant que le 27 mai 1876 que l'assemblée générale vota les nouveaux statuts, lesquels, approuvés par arrêté royal du 6 décembre suivant, ont été mis en vigueur à partir de janvier 1877.

§ 2. Caisse de Charleroi.

En 1876, le nombre d'établissements affiliés était de 53, savoir : 52 mines de houille et un établissement métallurgique, ateliers et accessoires.

Depuis 1871, époque à laquelle 53 établissements étaient déjà affiliés, 7 nouvelles sociétés ont adhéré aux statuts, savoir :

1. La société des charbonnages du couchant de Charleroi (Viernois);
2. La société des charbonnages de Leval-Trahegnies;
3. La société des houilles grasses du couchant de Fontaine-l'Évêque;

(1) Annales des Travaux publics, t. XXXI, p. 55.

4. La société charbonnière du Grand-Conty-Spiinois ;
5. La société du charbonnage de Péronnes ;
6. La société du charbonnage du Nord de Gilly ;
7. La société du charbonnage du Bois communal de Fleurus.

Mais par suite de retraite, de cessation de versements ou de fusion entre elles, sept sociétés ont, pendant le même laps de temps, cessé d'être inscrites au tableau de l'association, ce sont :

1. La société des Hauts-Fourneaux de Hourpes ;
2. Le charbonnage des Propriétaires Réunis, qui a été fusionné avec celui de la Réunion à Mont-sur-Marchienne ;
3. Le charbonnage de Piéton-Centre qui a été réuni à Monceau-Fontaine et Martinet ;
4. Les charbonnages de la Réunion du Nord et Grosse et Petite Masse qui composent maintenant une seule Société désignée sous le nom de Masse-Diarbois ;
5. Le charbonnage du Nord de Bascoup, qui a cessé de faire ses versements ;
6. Le charbonnage du Grand-Conty (remise de l'Espérance), qui se trouve dans le même cas que le précédent ;
7. Le charbonnage des Houilles grasses du couchant de Fontaine-l'Evêque, qui se trouve aussi dans le même cas que les deux qui le précèdent.

Voici le résumé des renseignements que nous trouvons dans les comptes-rendus de la commission administrative pour les années 1872 à 1876, relativement aux salaires, au nombre d'ouvriers employés, et au nombre de journées portées en compte.

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée.
			Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1872	32,671	9,780,941	35,761,726 21	1,093 23	3 65
1873	38,049	11,132,528	54,703,948 57	1,439 77	4 91
1874	37,275	10,585,704	44,999,035 99	1,207 26	4 25
1875	37,614	11,042,381	45,178,454 66	1,202 87	4 09
1876	36,064	10,362,119	38,052,619 19	1,053 95	3 67

La prospérité excessive de l'année 1873 se révèle surtout dans ce tableau ; l'ouvrier a gagné 4 fr. 91 par jour, et son travail de l'année lui a procuré une somme de 1,439 fr. 77. A partir de là, il s'est produit un ralentissement continu dans le travail, de telle sorte que les salaires de 1876 sont ramenés au taux moyen de ceux de 1872.

Le relevé des recettes et des dépenses de la caisse commune de prévoyance et des caisses de secours établies près des exploitations, se trouve consigné au tableau ci-dessous.

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1872	646,063 43	564,085 88	575,112 85	481,036 79
1873	935,700 15	601,091 01	904,375 91	574,196 68
1874	808,048 05	719,845 13	775,061 51	579,034 80
1875	809,998 52	765,248 01	804,525 08	713,484 96
1876	704,158 07	778,668 65	650,637 99	654,065 92

Nous remarquons dans ce tableau que les cinq an-

nées réunies ont fourni des bonis : de 475,000 francs à la caisse de prévoyance et de 697,000 francs aux caisses de secours ; ce résultat doit être attribué dans la proportion de 65 p. % pour les deux institutions réunies, à la seule année de 1873.

On remarquera aussi qu'à partir de la même année, les dépenses continuent à augmenter, tandis que les recettes diminuent sensiblement. Il en résulte que, pour l'année 1876, la dépense excède les recettes d'une somme de 74,510 fr. 58 pour la caisse de prévoyance seulement. Le déficit pour les caisses de secours n'est pas aussi important, mais il n'en existe pas moins.

Cette situation doit attirer toute l'attention de la commission administrative de la caisse de prévoyance, car elle ne pourrait subsister longtemps sans nuire à l'institution.

Dans sa séance du 24 septembre 1873, la commission administrative, prenant en considération « la cherté des denrées alimentaires, l'augmentation des salaires des ouvriers et partant celle du produit de la retenue et de la subvention au profit de l'association, » enfin, la situation favorable de celle-ci sous le rapport financier, décide : « d'augmenter temporairement de 20 p. % les pensions et les secours exigibles à charge de la caisse de prévoyance et accordés antérieurement au 1^{er} septembre 1873, et de régler en conséquence de cette majoration de 20 p. % les pensions et les secours à allouer ultérieurement. »

Cette mesure bienveillante pouvait être opportune dans une année comme celle de 1873 ; mais elle fait naître aujourd'hui des craintes pour les ressources de l'association, dont les dépenses, comme nous l'avons vu, dépassent actuellement les recettes. La situation ne s'améliore pas. En effet, voici dans quelles conditions elle fonctionne aujourd'hui.

La retenue sur les salaires et la subvention des exploitants ont produit pour le premier trimestre de 1877 . . . francs 105,150 11

Intérêts échus des obligations, rente 4 1/2 etc. (Jusqu'au 1^{er} mai. " 49,020 00

Ensemble de la recette . . . francs 154,170 11

Montant des pensions et des secours acquittés pendant le 1^{er} trimestre de 1877 . . . francs 193,994 49

Frais d'administration jusqu'au 1^{er} juin 1877 " 6,390 40

Ensemble des dépenses . . . francs 200,384 89

Soit donc, pour le 1^{er} trimestre de 1877, probablement le moins mauvais de l'année, un déficit de 46,214 fr. 78.

On peut donc, sans exagération, estimer le déficit pour l'année, à la somme de 200,000 francs.

Sauf une majoration provenant d'un accident qui a coûté la vie à 21 ouvriers aux Charbonnages-Réunis en 1872, par suite de la rupture des chaînettes d'une cage d'extraction, les charges de la caisse de prévoyance sont restées dans les limites normales. Mais si, d'une part, cet accident a augmenté les charges de la caisse, d'autre part, on a pu faire l'économie des sommes que, ci-devant on affectait à la propagation de l'instruction parmi les enfants des ouvriers des établissements affiliés et que l'on peut estimer sans exagération au chiffre de 10,000 francs annuellement.

Le tableau suivant indique le nombre de personnes secourues et le montant des pensions et des secours payés par la caisse commune pendant la période quinquennale que nous envisageons :

ANNÉES.	NOMBRE de personnes secourues.	MONTANT des pensions et secours.
		Fr. C.
1872	3787	534,976 55
1873	3895	582,954 96
1874	4032	702,389 85
1875	4351	747,565 11
1876	4425	759,983 »

Ces chiffres accusent aussi un accroissement constant des charges de la caisse et une progression marquée du nombre de personnes secourues. Pour bien accentuer le fait de manière à en déduire des conséquences, nous reproduisons en un seul tableau depuis 1857 jusqu'en 1876, soit une période de vingt ans, les chiffres correspondants en regard du nombre d'ouvriers affiliés pendant chacune des années.

ANNÉES.	NOMBRE DE PERSONNES SECOURUES		MONTANT DES PENSIONS et des SECOURS.	NOMBRE D'OUVRIERS affiliés.	SOMMES PAYÉES à chaque per- sonne secourue
	Total.	Par 100 ouvriers affiliés.			
			Fr. C.		Fr. C.
1857	1382	6,24	163,264 24	22,128	118 06
1858	1526	6,85	184,603 52	22,259	120 97
1859	1663	7,03	202,928 13	23,651	122 02
1860	1753	7,35	216,289 »	23,875	122 38
1861	1786	7,15	236,864 57	24,978	132 62
1862	1926	7,61	261,367 57	25,328	135 70
1863	2074	8,33	281,193 99	24,898	135 58
1864	2211	9,02	298,810 22	24,552	135 15
1865	2289	8,80	318,787 79	26,041	139 27
1866	2478	8,85	340,816 23	27,964	137 53
1867	2733	8,93	377,998 02	30,680	138 31
1868	2971	10,09	459,182 56	29,472	154 55
1869	3287	11,18	478,328 94	29,371	145 52
1870	3539	11 76	481,626 33	30,120	136 09
1871	3715	12,22	515,080 90	30,419	138 65
1872	3787	11,58	534,976 55	32,671	141 27
1873	3895	10,25	582,954 96	38,049	149 66
1874	4032	10,67	702,389 85	37,875	174 20
1875	4351	11,58	747,565 11	37,614	171 81
1876	4425	12,28	759,983 »	36,064	171 75

Il y a vingt ans, c'est-à-dire en 1857, sur cent ouvriers affiliés, il n'y avait que 6,24 personnes pensionnées ou secourues, tandis qu'aujourd'hui la proportion est de 12,28, c'est-à-dire presque le double.

En 1857, la somme payée à chaque personne secourue n'était en moyenne que de 118 fr. 06, tandis qu'en 1876 elle a atteint le chiffre de 171 fr. 75, soit une augmentation de plus de 45 %. Si l'on détache de ce tableau les quatre périodes quinquennales successives, on obtient les chiffres suivants :

DÉSIGNATION des PÉRIODES.	NOMBRE de personnes secourues par 100 ouvriers affiliés.	SOMMES
		PAYÉES par personne secourue.
		Fr. c.
De 1857 à 1862	6,96	123 80
» 1862 à 1867	8,52	136 72
» 1867 à 1872	10,82	141 28
» 1872 à 1876	11,23	162 41

Ces accroissements progressifs du nombre et de l'importance des secours et pensions s'expliquent, en partie, par le nombre toujours croissant des ayants-droit dans la catégorie des ouvriers vieux et infirmes.

Le tableau qui suit, résume les sommes dépensées en pensions, et secours pour cette catégorie, depuis vingt années.

ANNÉES.	PENSIONS VIAGÈRES.				PENSIONS TEMPORAIRES.				SECOURS.				ENSEMBLE pour les DÉPENSES.	
	OUVRIERS vieux et infirmes.		VEUVES D'OUVRIERS vieux et infirmes.		ENFANTS D'OUVRIERS vieux et infirmes.		OUVRIERS vieux et infirmes.							
	Nombre.	Montant des pensions.	Nombre.	Montant des pensions.	Nombre.	Montant des pensions.	Nombre.	Montant des secours.						
1857	80	Fr. 11,168 71	13	Fr. 1,673 18	6	Fr. 185 81	74	Fr. 6,642 50					Fr. 19,670 20	C. 10,670 20
1858	100	14,801 81	18	2,350 79	5	216 50	88	8,174 10					25,543 20	25,543 20
1859	116	17,478 35	23	3,177 03	4	192 »	108	10,278 50					31,126 48	31,126 48
1860	142	20,629 99	27	3,939 37	11	355 76	106	9,565 51					34,481 63	34,481 63
1861	136	22,652 14	31	4,545 99	9	430 66	99	11,449 71					38,787 50	38,787 50
1862	165	30,476 19	32	4,898 54	13	646 29	112	12,758 03					48,779 05	48,779 05
1863	202	36 135 13	38	5,139 43	24	1,162 13	97	10,542 85					52,979 54	52,979 54
1864	246	42,107 88	50	6,851 63	35	1,374 41	112	12,342 30					62,766 25	62,766 25
1865	274	48,302 84	71	9,121 81	31	1,621 96	106	13,152 35					72,198 96	72,198 96
1866	309	54,459 62	88	10,211 76	28	1,278 29	135	16,792 70					82,742 37	82,742 37
1867	353	62,318 28	95	11,595 61	34	1,482 38	165	20,068 10					95,404 57	95,404 57
1868	416	80,355 64	108	14,148 76	41	2,113 02	232	30,977 71					127,595 12	127,595 12
1869	491	92,459 85	122	14,869 72	47	2,375 29	286	34,823 »					144,527 86	144,527 86
1870	577	102,736 67	127	14,133 45	75	3,488 73	287	34,234 63					154,593 48	154,593 48
1871	650	117,044 42	149	16,932 75	100	4,872 24	316	37,437 10					176,306 57	176,306 57
1872	630	124,351 50	165	19,527 20	89	4,496 85	310	37,096 80					186,342 35	186,342 35
1873	688	135,135 06	185	22,683 13	110	5,151 17	273	35,349 93					198,319 29	198,319 29
1874	753	163,215 45	217	28,537 57	114	6,715 47	311	43,779 78					242,448 27	242,448 27
1875	781	175,134 31	239	32,585 72	139	8,182 20	391	52,473 09					268,375 32	268,375 32
1876	813	182,299 54	257	35,372 73	153	8,708 03	447	59,305 10					285,745 40	285,745 40

Tandis qu'en 1857, on ne dépensait que 19,670 fr. 20 pour secours et pensions aux ouvriers vieux et infirmes et à tout ce qui s'y rattache, c'est-à-dire, soit en tout 173 personnes, il fallait en 1876 pour le même service, une somme de 285,745 fr. 40 à répartir entre 933 personnes. Donc en vingt années, le nombre de personnes secourues est plus que quintuplé et le montant de la dépense a suivi une proportion plus que double de celle-ci, car elle est devenue 13 fois ce qu'elle était en 1857. Il y a donc de ce côté surtout un accroissement considérable de dépenses à charge de la caisse commune.

Pendant l'année 1876 les pensions et les secours ont été répartis de la manière suivante :

PERSONNES SECOURUES.	NOMBRE de personnes secourues.	MONTANT des pensions et des secours.
PENSIONS VIAGÈRES.		Fr. C.
Ouvriers mutilés et incapables de travailler .	273	75,872 12
Veuves d'ouvriers qui ont péri par accident.	427	125,743 04
Parents id. id. id. .	65	13,056 36
Ouvriers vieux et infirmes	813	182,299 54
Veuves d'ouvriers mutilés et incapables de travailler.	30	4,514 "
Veuves d'ouvriers vieux et infirmes.	257	35,372 73
PENSIONS TEMPORAIRES.		
Enfants de veuves	654	43,177 48
Orphelins de père et de mère } Lorsque leur } père, leur mère } ou leur soutien Frères et sœurs } a péri par acci- } dent.	32	2,802 28
}	2	228 "
Enfants d'ouvriers mutilés et incapables de travailler.	241	16,209 76
Enfants de veuves d'ouvriers vieux et in- firmes.	153	8,708 03
SECOURS.		
Ouvriers grièvement blessés	519	124,879 55
Parents d'ouvriers qui ont péri par accident.	184	17,889 05
Ouvriers vieux et infirmes	447	59,365 10
Veuves d'ouvriers non tués	328	48,865 36
TOTAUX.	4,425	759,983 "

Les chiffres de ce tableau, comme ceux des tableaux qui précèdent, indiquent la même progression excessive dans les dépenses.

Avant de résumer notre appréciation, nous donnons ci-après un relevé spécial des distributions faites à titre de pensions et à titre de secours extraordinaires aux ouvriers vieux et infirmes depuis 1872 jusqu'en 1876.

ANNÉES.	PENSIONS VIAGÈRES.		SECOURS EXTRAORDINAIRES.	
	Nombre de Pensions.	Montant.	Nombre de Secours.	Montant.
		Fr. C.		Fr. C.
1872	639	124,351 50	310	37,961 80
1873	688	135,135 06	273	35,349 93
1874	753	163,215 45	311	43,779 78
1875	781	175,134 31	391	52,473 09
1876	813	182,299 54	447	59,365 10

La dépense de ce chef a augmenté presque de 50 p. % de 1872 à 1876.

Il est naturel de s'intéresser au sort de ces vieillards, la plupart dénués de ressources et qui ont pendant de longues années contribué à la formation de l'avoir de la caisse de prévoyance.

On désire leur venir en aide ; il semble que c'est une espèce de restitution qu'on leur fait, mais il faut se mettre en garde contre ce sentiment, car quelle que soit la sympathie que la vieillesse inspire, il ne faut pas perdre de vue le but de l'institution, il ne faut pas se laisser trop entraîner par le généreux élan de la bienfaisance.

Il est essentiel avant tout, d'assurer la durée et la prospérité d'une caisse de prévoyance. On ne saurait

y arriver sans tenir les dépenses au niveau des revenus, et sans bien calculer la portée des engagements que l'on prend.

Nous avons vu précédemment que, depuis 1876, les dépenses de la caisse commune de prévoyance de Charleroi dépassent *notablement* les recettes, et il devait en être ainsi. En effet, les revenus se composent en grande partie des retenues opérées sur les salaires des ouvriers et d'une subvention égale des exploitants.

Non-seulement le travail est réduit, mais le taux des salaires a subi une baisse sensible, de là, réduction proportionnelle des recettes.

Les différents tableaux que nous avons produits, accusent une forte augmentation des dépenses et l'on ressent une certaine inquiétude, quand on pense qu'il se prépare pour l'année courante un déficit qui pourrait bien s'élever à 200,000 francs.

En cette situation, il serait peut-être opportun d'examiner la question de savoir s'il ne conviendrait pas de rapporter la décision prise par la commission administrative de la caisse commune, sous la date du 24 septembre 1873, et dont l'application est moins justifiée du jour où l'on ne peut plus invoquer les considérations qui en avaient été le mobile, c'est-à-dire « l'augmentation des salaires, l'augmentation du produit de la retenue et de la subvention au profit de l'association, et enfin, la situation favorable de celle-ci, sous le rapport financier. »

Le n° 4 de l'art. 22 des statuts est ainsi conçu :

« Une pension viagère est allouée à tout ouvrier âgé de soixante ans, rendu absolument incapable de travailler et ayant été attaché aux établissements associés pendant vingt-cinq années complètes. »

L'art. 28 autorise la reversibilité de cette pension sur la veuve.

Cette disposition constitue un engagement dont l'importance est indiquée par les chiffres que nous avons cités, car c'est une charge qui s'accroît notablement d'année en année.

Les conditions d'âge et de participation sont faciles à constater, ce qui devient plus difficile à établir, c'est la condition de l'incapacité absolue de travailler. En effet, il est de notoriété que beaucoup d'ouvriers, jouissant de la pension prévue par cet article, continuent néanmoins à travailler.

Ne faudrait-il pas être plus sévère à l'avenir sur cette condition, et ne conviendrait-il pas que les commissions administratives attirent sur ce point l'attention des médecins chargés de constater l'incapacité de travail : s'il y a eu exagération involontaire, les statuts donnent toujours à la commission administrative le moyen de rectifier.

En effet, l'art. 20 dit que toutes les pensions doivent être révisées chaque année et réglées en raison de la situation de la caisse, et l'art. 16 stipule « que la commission administrative dans ses séances mensuelles « s'assure que les individus qui ont obtenu des secours « ou des pensions, réunissent encore les qualités « voulues pour continuer à les recevoir. »

L'application rigoureuse de ces dispositions apporterait évidemment un remède à la situation que nous avons signalée.

Comme mesure d'économie, on peut encore recommander le moyen préconisé par feu M. Visschers, c'est-à-dire « ne mettre les ouvriers blessés à la charge de la caisse commune, qu'après qu'ils auraient été secourus pendant quatre mois au lieu de deux, par les caisses particulières. » C'est ainsi du reste que font la plupart des institutions de l'espèce.

On vient d'indiquer quelques moyens de réduire les

dépenses. L'augmentation des revenus est chose facile à réaliser. Voici, depuis l'existence de la caisse commune, ce qu'a été la retenue sur les salaires au profit de la caisse de prévoyance par chaque ouvrier et par année.

ANNÉES.	TAUX DE LA RETENUE.	RETENUE	MOYENNE PAR JOUR.
		ANNUELLE par ouvrier	
De 1841 à 1850	1/2 pour ‰	Fr. C. 2 74	Centi mes) 1 62
» 1851 à 1860	3/4 »	5 15	
» 1861 à 1870	3/4 »	6 07	
1871	3/4 »	6 47	2 25
1872	3/4 »	1 21	2 75
1873	3/4 »	10 78	3 68
1874	3/4 »	9 05	3 19
1875	3/4 »	9 01	3 06
1876	3/4 »	7 91	2 75

L'accroissement progressif des salaires a seul contribué à la gradation qu'on remarque dans l'importance de la participation calculée par tête d'ouvrier, mais aujourd'hui que les engagements de l'institution sont considérables et qu'ils augmentent chaque jour, on ne saurait plus faire face à la situation sans les réviser et peut-être sans augmenter le taux de la participation. Nous attirons sur ce point l'attention de la commission administrative; elle trouvera le remède dans la prompte application, même partielle, des mesures que nous avons cru devoir conseiller, et qui ont toutes pour but de proportionner les ressources aux besoins de l'institution, tout en restant dans les limites des statuts.

Le tableau donnant le mouvement des caisses de

secours particulières est indiqué ci-après; on y constate également que l'ensemble de ces institutions comme la caisse commune de prévoyance, est en déficit pour l'année 1876.

Pour cet exercice, les dépenses faites par l'ensemble des caisses de secours se divisent comme suit :

Montant des secours en :

Argent . . .	frs. 348,300 90	}	499,375 92
Médicaments. . .	77,910 79		
Charbons . . .	15,258 85		
Vivres. . . .	201 70		
Habilllements. . .	3,162 65		
Frais d'entretien dans les hôpitaux . .	15,365 91	}	154,690 "
Dépenses diverses	39,175 12		
Honoraires des médecins . .			
Total des dépenses	fr. 654,065 92		

Les recettes s'élèvent à la somme de 650,637 fr. 99 dont 621,186 fr. 22 proviennent du montant des retenues sur les salaires et de 29,451 fr. 77 représentant la quotité versée par les sociétés affiliées.

Résumé des recettes et des dépenses des Caisses particulières de secours, pendant une période de vingt années.

ANNÉES.	RECETTES.			DÉPENSES.			NOMBRE d'ouvriers affiliés.			
	RETENUES sur les salaires.		SOMMES VERSEES par les patrons.	ENSEMBLE.		ENSEMBLE.				
	Fr.	C.		Fr.	C.			Fr.	C.	
1857	310,400	88	»	310,400	88	185,608	08	257,119	10	22,128
1858	321,774	53	»	321,774	53	78,115	41	202,617	16	22,259
1859	345,405	04	»	345,405	04	86,231	83	203,049	14	23,651
1860	356,345	57	»	356,345	57	85,045	32	216,047	46	23,875
1861	317,462	70	23,807	341,270	06	86,642	28	199,110	44	24,978
1862	322,801	06	4,142	326,943	69	84,980	03	203,643	58	25,328
1863	312,225	04	12,342	324,567	94	82,020	44	209,318	36	24,898
1864	327,020	70	4,720	332,641	57	84,257	70	213,105	73	24,552
1865	305,801	64	19,331	385,133	50	92,241	58	246,343	34	26,041
1866	425,998	77	9,586	435,579	31	105,803	09	272,838	60	27,604
1867	407,532	63	12,000	429,623	55	111,631	19	297,021	34	30,680
1868	414,056	99	9,793	423,760	55	106,637	01	304,566	11	29,472
1869	418,971	59	9,784	428,756	04	105,173	94	318,281	08	29,371
1870	436,019	88	16,314	452,324	74	116,837	63	327,800	64	30,120
1871	421,657	01	19,850	441,507	17	112,885	54	333,750	»	30,419
1872	555,256	53	19,856	575,112	85	133,194	83	347,841	96	32,671
1873	854,791	97	49,583	904,375	91	175,051	28	399,145	40	38,049
1874	745,844	67	29,216	775,061	51	164,315	56	414,719	23	37,875
1875	758,534	93	45,990	804,525	08	171,382	28	542,102	68	37,614
1876	621,186	22	29,451	650,637	99	154,690	»	499,375	92	36,064

En produisant ce tableau, nous avons pour but de montrer la progression toujours croissante du mouvement des caisses de secours, et de constater que, sauf en 1876, les recettes ont toujours excédé les dépenses.

Ces dernières rapportées au nombre d'ouvriers affiliés donnent une moyenne de 11 fr. 61 par individu pour 1857 et une moyenne correspondante de 18 fr. 14 pour 1876.

L'administration de ces caisses de secours est confiée aux soins des sociétés affiliées. Nous voulons bien admettre que chacune de ces sociétés s'en acquitte avec le plus grand soin ; mais il manque peut-être à ces institutions un peu d'uniformité, et nous pensons qu'on arriverait à un meilleur résultat si l'on pouvait former une fédération des caisses de secours ; par une organisation bien appliquée on réaliserait de notables économies sur le service sanitaire, surtout en ce qui concerne la délivrance des médicaments et les honoraires des médecins attachés à ce service. Le chiffre représentant ces dépenses est presque une fois et demi (144 p. %) plus élevé en 1876 qu'en 1857 ; et cependant le nombre d'ouvriers affiliés ne présente qu'un accroissement de 38 p. % pour la même période. Nous signalons cette anomalie, qui nous paraît devoir mériter un examen attentif.

Les caisses de secours sont les auxiliaires indispensables de la caisse commune de prévoyance : il faut donc que, par une bonne administration, elles réalisent toutes les économies possibles. Nous faisons des vœux pour que ces institutions s'appliquent à rechercher une réglementation uniforme.

§ 3. — *Caisse du Centre.*

L'examen des rapports concernant les opérations de la caisse du Centre, pendant la dernière période quinquennale 1872-1876, a donné lieu à plusieurs observations de détail qui ont été communiquées au conseil d'administration de cette caisse.

Ces observations d'une part, signalaient quelques erreurs de chiffres qui s'étaient glissées dans les rapports relatifs aux exercices 1873 et 1874, mais qui avaient été rectifiées dans les comptes-rendus postérieurs; et d'autre part, demandaient des explications sur quelques points du rapport de l'année 1876; ces explications seront signalées au fur et à mesure de l'examen des comptes.

Un arrêté royal du 24 février 1875 a approuvé les nouveaux statuts de l'association du groupe d'exploitations dites « du Centre ». Cette association se trouve donc, à son tour, placée sous le régime de la loi du 28 mars 1868, conformément à la décision prise, en assemblée générale des exploitants associés, le 16 décembre 1874.

L'association du Centre continue à ne comprendre que neuf sociétés charbonnières qui, pendant la période de 1872 à 1876, ont largement profité et fait profiter la classe ouvrière de l'ère de prospérité, sans exemple, qui a régné pendant la plus grande partie de cette période.

Les chiffres du relevé ci-après ne laissent aucun doute à cet égard :

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée.
			Fr.	Fr. C.	Fr. C.
1872	9,871	2,961,300	10,500,870	1,063 80	3 55
1873	10,170	3,051,000	13,630,237	1,340 24	4 47
1874	11,380	3,414,000	14,889,736	1,308 41	4 36
1875	11,878	3,563,400	15,043,767	1,266 52	4 22
1876	11,756	3,526,800	13,131,166	1,116 97	3 72
Totaux . .	55,055	16,516,500	67,195,776	6,095 94	20 32
Moyennes .	11,011	3,303,300	13,439,155	1,219 19	4 06

On voit que ce groupe d'exploitations, qui n'occupait pendant la période quinquennale de 1867 à 1871 que 9,264 ouvriers, en employait pendant les cinq dernières années jusqu'à 11,011 qui ont fait, en moyenne, 3,303,300 journées par an, contre 2,779,140 pendant la période précédente.

Le montant total des salaires payés annuellement à la classe ouvrière, qui n'était que de 8,630,860 francs de 1867 à 1871, s'est élevé, de 1872 à 1876, à la somme annuelle de 13,439,155 francs.

Chaque ouvrier des mines associées a donc touché, en moyenne, par an, 1,219 francs, pendant cette période si prospère, alors qu'il n'avait perçu que 931 francs pendant chacune des cinq années antérieures. Si l'on calcule le salaire moyen quotidien à raison de 300 journées de travail par année des ouvriers de toutes les catégories (le nombre des enfants y entrant pour les 2/5), on arrive aux chiffres suivants : 4 fr. 06 pour la période de 1872-1876 et 3 fr. 10 seulement pour celle de 1867-1871, soit donc une augmentation de 1 franc ou de 32 p. % d'une période à l'autre.

Pendant la période dont on examine les résultats, le salaire moyen perçu le plus élevé est celui de l'année 1873, il a été de 1,340 fr. 24, correspondant à une journée de 4 fr. 47. A partir de cette année le taux des journées s'est abaissé insensiblement, c'est-à-dire en suivant une marche très-favorable à l'ouvrier qui, néanmoins, n'en a tenu aucun compte, puisqu'il s'est mis en grève à la fin de l'année 1876, lorsque les exploitants du Centre ont senti la nécessité, par suite de la baisse continuelle et persistante du charbon, de mettre leurs salaires en rapport avec ceux des autres bassins belges.

L'inopportunité de cette grève résulte, à l'évidence, des chiffres qu'on va présenter : malgré le chômage qui a régné pendant tout le mois de décembre dans la plupart des charbonnages faisant partie de l'association, l'ouvrier de toute catégorie et de tout âge du bassin du Centre a touché un salaire moyen de 1,117 francs pour 1876, alors que ce salaire ne s'était élevé, à l'Est, dans les bassins de Charleroi et de Liège, qu'à 1,054 ou 1,020 francs et même qu'à 979 francs (1) à l'Ouest, dans le bassin du Borinage.

En outre, l'ouvrier mineur du Centre jouit de la sécurité relative la plus grande. En effet, le groupe de charbonnages pour lequel la caisse est établie, présente peu de dangers sous le rapport des inondations et des coups de feu, de sorte que les accidents qu'on y constate sont de ceux que l'on désigne sous la qualification « d'accidents individuels », dus en général, à l'imprudence ou à la maladresse soit de la victime, soit de ses compagnons. Le tableau ci-après, qui renseigne les accidents survenus pendant la période 1872-1876

(1) Ce gain n'a même été que de 900 francs pour les charbonnages de la Basse-Sambre (Namur), d'après les relevés des ingénieurs des mines.

remarquable, entre toutes, par l'activité vertigineuse qui a régné pendant les années 1872, 1873 et 1874, ne laisse aucun doute à cet égard.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL			
	des accidents.	des ouvriers tués.	des ouvriers grièvement blessés	des victimes.
1872	21	11	10	21
1873	27	12	15	27
1874	21	8	13	21
1875	18	8	10	18
1876	20	8	12	20
Totaux. . . .	107	47	60	107
Moyennes. . .	21.4	9.4	12	21.4

Ainsi, il ressort de ce relevé que les caisses du Centre n'ont eu à secourir, en moyenne, par an, que 21 victimes du travail des houillères sur une population, en chiffres ronds, de 11,000 ouvriers; que parmi ces 21 victimes, 9 seulement ont péri, ce qui fait un ouvrier tué pendant toute une année pour chacun des établissements associés, ou seulement 0,85 par 1,000 ouvriers occupés tant au fond qu'à la surface. On sait, d'ailleurs, par les rapports annuels de l'ingénieur en chef de la 1^{re} direction des mines que, pour les cinq dernières années, la proportion des tués par 1,000 ouvriers employés dans les mines de houille de la province du Hainaut, s'est élevée à 2,356 en moyenne.

Quoi qu'il en soit, l'ère de prospérité qui a marqué les années 1872, 1873 et 1874, a fait sentir ses effets favorables dans les recettes de la caisse commune et des caisses particulières de secours, ainsi que le prouve l'état ci-après :

ANNÉES	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES					
	Recettes.		Dépenses.		Recettes.		Dépenses.	
	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.
1872	183,690	24	142,065	65	88,824	37	79,022	15
1873	232,193	23	170,122	90	113,528	03	91,927	49
1874	253,922	26	177,063	14	121,882	90	105,038	67
1875	259,766	76	183,830	95	123,978	80	117,976	45
1876	233,787	79	192,142	51	109,730	61	107,386	71
Totaux. . . .	1,163,360	28	865,225	15	558,004	71	501,351	47
Moyennes. . .	232,672	06	173,045	03	111,600	94	100,270	29

En effet, la recette moyenne de la caisse commune, qui n'avait été annuellement que de 151,578 francs pendant la période de 1867 à 1871, s'est élevée, pour la période suivante, à 232,672 francs, ce qui accuse une augmentation de 81,094 francs ou de 53 1/2 p. %. Quant aux caisses particulières de secours, l'augmentation y a été de 36,061 francs ou de 47 3/4 p. %. Par contre, les dépenses se sont accrues, mais pas heureusement dans des proportions aussi fortes, ainsi que le démontrent les chiffres suivants.

Pour la caisse commune, l'augmentation de la dépense annuelle a été, en moyenne, de 47,559 francs (173,045 — 125,446) ou seulement de 38 p. % ; en ce qui touche les caisses particulières de secours, cette augmentation n'atteint que 27,246 francs = (100,270 — 73,024) ou 37 p. %.

À la fin de chacune des deux périodes considérées, on constate avec satisfaction qu'il y a eu un excédant des recettes sur les dépenses de la caisse commune de prévoyance. Et ce, grâce d'abord à l'application dès 1851 de la nouvelle disposition des statuts qui venaient d'être renouvelés, disposition qui portait à 1 1/2 au lieu

de 1 p. % des salaires, les contributions réunies des patrons et des ouvriers; ensuite, à l'augmentation constante des salaires.

Cet excédant n'avait été, pour la période 1867-1871, que de 130,660 francs, tandis que pour celle de 1872 à 1876 il s'est élevé à 298,135 francs. Ce dernier dépasse donc celui de la première période de 167,475 francs ou de 128 p. %.

En ce qui concerne les caisses particulières de secours, les excédants de chacune des deux périodes ne sont pas aussi considérables que ceux de la caisse commune.

Mais il est à observer que ces caisses n'ayant à satisfaire qu'à des besoins momentanés, ne sont alimentées que par une retenue de $\frac{3}{4}$ p. % des salaires dont une moitié est fournie par les exploitants et l'autre par leurs ouvriers (art. 6 des statuts). Le boni relatif à la 1^{re} période ne s'est élevé, en effet, qu'à 12,578 francs = (377,700 — 365,122), mais il a atteint la somme de 56,653 francs = (558,004 — 501,351) à la fin de la seconde période, c'est-à-dire au 31 décembre 1876.

Comme on le sait, les recettes des caisses communes de prévoyance se composent de la retenue consentie par les ouvriers sur leurs salaires, de la cotisation d'égale importance des exploitations, des subventions de l'État et de la province, ainsi que des intérêts des capitaux. Voici quel a été pour la caisse du Centre le montant de chacune de ces sources de recettes pendant la période 1872-1876.

ANNÉES.	NATURE DES RECETTES DE LA CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.					
	Retenue sur les salaires.	Cotisations des exploitants.	SUBVENTIONS		Intérêts des capitaux.	
			de l'État.	de la Province.		
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
1872	78,756 53	78,756 52	4,473 »	998 45	20,705 74	
1873	102,226 78	102,226 77	4,242 »	837 98	22,659 70	
1874	111,673 02	111,673 02	4,350 »	774 55	25,451 67	
1875	112,828 26	112,828 25	4,574 »	975 »	28,561 25	
1876	98,483 75	98,483 74	4,757 »	985 »	31,078 30	
Totaux..	503,968 34	503,968 30	22,396 »	4570 98	128,456 66	
Moyennes.	100,793 67	100,793 66	4,479 20	914 20	25,691 33	

Pendant cette période, les parts proportionnelles des ouvriers et des patrons ont été, chacune, de 43,32 p. % des recettes totales; celle des intérêts des capitaux de 11,04 p. %, et enfin, les parts contributives des subsides de l'État et de la province, ont été respectivement de 1,93 et de 0,39 p. %.

Quant aux dépenses de la même caisse pendant ces cinq dernières années, elles se sont composées, comme toujours, de pensions et de secours extraordinaires, ainsi que des frais d'administration, dans les proportions indiquées ci-après :

ANNÉES.	NATURE DES DÉPENSES DE LA CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.					
	PENSIONS et SECOURS extrnordinaires.		FRAIS d'Administration.		ENSEMBLE.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
1872	140,022 »	2,043 65	142,065 65			
1873	166,843 »	3,279 90	170,122 90			
1874	174,894 »	2,169 14	177,063 14			
1875	181,707 »	2,123 95	183,830 95			
1876	189,805 50	2,337 01	192,142 51			
Totaux. . .	853,271 50	11,953 65	865,225 15			
Moyennes. . .	170,654 30	2,390 73	173,045 03			

Il résulte de cet état que les pensions et les secours extraordinaires interviennent dans les dépenses totales pour 98,62 p. %, alors que les frais d'administration n'y entrent que pour 1,38 p. %.

Naturellement le nombre des personnes secourues, et le montant des sommes distribuées ont suivi la marche ascendante déjà signalée dans les périodes précédentes. La preuve s'en trouve, d'ailleurs, dans l'état qui va suivre.

ANNÉES.	NOMBRE des Personnes secourues.	MONTANT des Pensions et Secours.	
		Fr.	C.
1872.	1,028	137,166	»
1873.	1,100	164,659	»
1874.	1,148	173,094	»
1875.	1,216	179,163	»
1876.	1,281	186,493	50
TOTAUX. . .	5,773	840,575	50
MOYENNES. .	1,155	168,115	10

Comparativement à la période de 1867 à 1871, le nombre de personnes secourues dans celle de 1872 à 1876, a augmenté de 264 personnes (1 155-891), qui, par année, ont absorbé en plus 44,551 francs = (168,115-123,564) (1) des ressources de la caisse. C'est donc pour la dernière période une majoration, en nombre de 30 p. % et en dépenses de 36 p. %. Aussi pendant la première période, la dépense par personne secourue, ne s'élevait qu'à 138 fr. 70, tandis que pen-

(1) Dans ces sommes ne sont pas comprises celles payées aux veuves qui se remarient, ni les frais d'administration.

dant la seconde, elle est montée à 145 fr. 60, soit une augmentation d'un peu plus de 5 p. %.

Voici comment ces pensions et ces secours se sont répartis pendant la dernière période quinquennale, en y ajoutant le nombre de dotations accordées pendant le même laps de temps.

ANNÉES.	PENSIONS VIAGÈRES.		PENSIONS TEMPORAIRES.		SECOURS EXTRAORDINAIRES ET DOTATIONS.	
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.
		Fr. C.		Fr. C.		Fr. C.
1872	1,013	136,266 »	15	900 »	8	2,856 »
1873	1,086	163,694 »	14	965 »	5	2,184 »
1874	1,134	172,122 »	14	972 »	5	1,800 »
1875	1,203	178,227 »	13	936 »	6	2,544 »
1876	1,268	185,737 50	13	756 »	7	3,312 »
Totaux.	5 704	836,046 50	69	4,529 »	31	12,696 »
Moyennes.	1,141	167,209 30	14	905 80	6	2,539 20

Ce relevé donne à connaître que de 1872 à 1876, on a distribué, en moyenne et par an, du chef des pensions viagères, la somme de 167,209 fr. 30, répartie entre 1,141 personnes qui, ainsi, ont touché, chacune 146 fr. 55 ; du chef des pensions temporaires, celle de 905 fr. 80 ou 64 fr. 70 par personne, et enfin, du chef des veuves remariées, 2,530 fr. 20, ou, par veuve, 423 fr. 20.

Comme on vient de le voir, le montant des pensions viagères absorbe les 98/100 des sommes dépensées (170,654 fr. 30). A ce titre, il est intéressant d'en donner le détail pour la dernière période quinquennale. En voici donc un relevé :

ANNÉES.	DÉTAIL DES PENSIONS VIAGÈRES.									
	OUVRIERS MUTILÉS.		VEUVES ET VIEUX PARENTS d'ouvriers tués.		VIEUX OUVRIERS infirmes.		VEUVES DE VIEUX OUVRIERS infirmes.			
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.		
1872.	250	Fr. C. 46,083 »	311	Fr. C. 41,954 »	260	Fr. C. 34,860 »	192	Fr. C. 13,369 »		
1873.	259	54,604 »	324	48,444 »	290	43,682 »	213	16,874 »		
1874.	266	57,703 »	331	49,529 »	300	46,241 »	237	18,649 »		
1875.	284	57,391 »	347	52,421 »	322	48,878 »	250	19,537 »		
1876.	296	61,275 »	354	52,031 »	353	50,726 »	265	20,805 50		
TOTAUX. . . .	1,355	277,146 »	1,667	245,279 »	1,525	224,387 »	1,157	89,334 50		
MOYENNES. . .	271	55,429 20	333,4	49,055 80	305	44,877 40	231,4	17,846 90		

Ainsi pendant cette période si remarquable par son activité et sa prospérité :

217 ouvriers mutilés ont reçu	fr. 55,429 20	soit par tête	fr. 204 53
333 veuves et vieux parents			
d'ouvriers tués . . . «	49,055 80	«	« 147 32
305 vieux ouvriers infirmes . «	44,877 40	«	« 147 14
232 veuves de vieux ouvriers			
infirmes. «	17,846 90	«	« 76 93
1,141	fr. 167,209 30	soit par tête	fr. 146 55

On se rappellera sans doute que les caisses de prévoyance n'avaient été instituées à leur origine, que pour secourir, par des pensions viagères, les deux premières catégories de personnes. Depuis, on a étendu les bienfaits des caisses aux deux autres catégories, c'est-à-dire, aux ouvriers âgés et infirmes, ainsi qu'à leurs veuves, et non aux veuves d'ouvriers qui n'étaient pas pensionnés comme semble l'indiquer le libellé des comptes-rendus.

En se bornant même à ces deux dernières catégories : « Vieux ouvriers infirmes et leurs veuves », on remarquera que leur nombre, et par suite la dépense y afférente, tend continuellement à s'accroître dans une large mesure. En effet, si pour la période 1872-1876, les deux groupes de pensionnés se répartissent ainsi qu'il suit :

604 recevant,	fr. 100,306 60
537 « «	66,902 70
1,141 « Fr.	167,209 30

Pour la dernière année de cette période, cette situation devient la suivante :

650 ont touché,	fr. 114,206 00
618 « «	71,531 50
1,268 « Fr.	185,737 50

Au surplus, les comptes-rendus antérieurs ont déjà fait connaître cette marche toujours croissante du nombre de vieux ouvriers infirmes. En voici le relevé pour les dix années qui précèdent la période dont on examine les opérations.

ANNÉES	1 ^{re} PÉRIODE.		ANNÉES.	2 ^{me} PÉRIODE.	
	Nombre de vieillards secourus.	Montant des secours.		Nombre de vieillards secourus.	Montant des secours.
		Fr. C.			Fr. C.
1862	212	27,040 »	1867	201	26,966 »
1863	227	29,566 »	1868	211	27,990 »
1864	222	28,879 »	1869	217	29,112 »
1865	217	28,358 »	1870	236	30,912 »
1866	214	28,184 »	1871	257	33,436 »
Totaux. .	1,092	142,027 »		1,122	148,416 »
Moyennes.	218,4	28,405 40		224,4	29,683 20

Si, comme on le voit, l'augmentation du nombre de vieillards pensionnés d'une période à l'autre, n'est pas bien considérable : en nombre, 2 3/4 p. % ou de six vieillards par année et de 4 1/2 p. % en dépense, ou de 1,277 fr. 80, soit pour la période entière de 30 vieillards et de 6,389 francs, il n'en est plus de même pour la dernière période. Pour celle-ci où des hauts salaires, cependant, étaient payés, l'augmentation totale est de 403 en nombre et de 75,971 francs, en dépense, ou, pour chacune de ses années, de 81 vieillards et de 15,194 fr. 20 !

La majoration des pensions accordées à des veuves dont les maris étaient secourus par la caisse commune, et auxquelles il est accordé la moitié de la pension dont le mari défunt était pourvu, a été également sensible pendant toute la dernière période quinquennale. On

débuta avec 192 pensions d'un import de 13,369 francs, pour clôturer par 265 pensionnées touchant ensemble 20,805 fr. 50.

L'accroissement est donc, en nombre, de 38 p. %, et en dépense, de 56 p. %.

D'après les nouveaux statuts, les exploitants du Centre continueront à verser dans les caisses particulières de secours, une somme égale au montant des retenues prélevées sur les salaires de leurs ouvriers. Pendant la dernière période, les recettes totales de ces caisses se sont élevées, comme on l'a vu, du chef des deux parts égales, à la somme de 558,004 fr. 71, dont 501,351 fr. 47, ont été distribués en argent, tant pour le traitement et l'entretien des ouvriers blessés que pour les secours accordés aux personnes qui attendent leur mise à la pension sur la caisse commune de prévoyance, double charge incombant, aux termes des statuts, entièrement aux caisses particulières de secours.

L'ensemble des sommes versées par les exploitants dans la caisse commune et dans les caisses particulières, se trouve donc s'élever, pour cette période de 1872 à 1876, à 782,970 fr. 67, soit par année, à 156,594 fr. 13. Les ouvriers ayant contribué pour une part égale, cela fait pour chacun d'eux, en moyenne, une somme de 14 fr. 22 ou 1,17 p. % de leur salaire moyen qui a été, comme on sait, de 1,219 francs.

Toutefois, il est à remarquer que le service médical et pharmaceutique qui, dans les autres associations du royaume, est à la charge des caisses de secours, se trouve, dans le bassin du Centre, entièrement indépendant de ses caisses de secours. Ce service est ici payé exclusivement par l'ouvrier au moyen d'une cotisation mensuelle variant de 90 centimes à 1 franc selon le charbonnage. Cette nouvelle cotisation est versée

chaque trimestre, entre les mains des médecins, chirurgiens et pharmaciens attachés à l'établissement. Les charbonnages n'entrent donc au Centre comme en général, d'ailleurs, dans les autres bassins, pour rien dans cette catégorie de dépenses.

Il est bon d'observer qu'il n'en est pas de même du chef des écoles que plusieurs charbonnages du Centre possèdent, pour l'instruction des enfants de leurs ouvriers. Les dépenses de ce chef sont, en général, supportées par les établissements qui les ont créées sans rétribution aucune de la part des parents des enfants qui fréquentent les classes. En outre, quelques-uns de ces charbonnages ont pu instituer par la générosité des patrons, des hospices où la vieillesse trouve au besoin, un abri et des soins intelligents.

Enfin, malgré l'accroissement de dépenses de toute nature subi par la caisse commune du Centre, son avoir général s'élevait au 1^{er} janvier 1877, à la somme relativement importante de 793,602 fr. 92; mais le montant de ses charges a acquis, à la même date, le total de 185,724 francs. Cet avoir, au commencement de l'année qui a précédé la période, c'est-à-dire, au 1^{er} janvier 1866, n'était que de 353,029 fr. 34, et le montant des charges, à la même date, s'élevait déjà à 111,692 francs. D'où il résulte heureusement que l'avoir ou le fonds de pension de la caisse commune, s'est accru, pendant ces cinq dernières années, de bien près de 125 p. %; tandis que les charges, après le même nombre d'années, n'ont augmenté en importance, que dans la proportion d'un peu plus de 66 p. %.

Contrairement à ce qui existe aux autres caisses communes de prévoyance, celle du Centre continue à se devoir à elle-même ou plutôt à la classe ouvrière des charbonnages constituant l'association de ce nom,

l'excédant des recettes sur les dépenses, lesquelles se sont élevées depuis le 1^{er} octobre 1841, origine de l'Association, jusqu'au 31 décembre 1876, respectivement à 3,600,596 fr. 29 et à 2,806,993 fr. 37, laissant, comme on l'a déjà dit, un boni de 793,602 fr. 92, dont chacune des sociétés affiliées se trouve être responsable. Tant que ces sociétés se trouveront en position de continuer leurs exploitations, cette manière d'opérer ne présente aucun inconvénient, mais s'il en était autrement, elle pourrait constituer un grand danger pour la caisse commune qui aurait ainsi, à sa charge, des pensions à payer sans avoir reçu les fonds destinés à y faire face, dans la supposition d'une liquidation malheureuse de l'un ou de plusieurs des charbonnages associés. Il serait donc convenable qu'à l'instar des autres associations, celle du Centre effectuât, comme elle le faisait à l'origine, le placement des fonds appartenant à la caisse commune.

Quoi qu'il en soit, voici les éléments constitutifs de la somme globale des recettes effectuées depuis l'origine rappelée plus haut.

Subsides du gouvernement . . .	Fr. 140,578	»
Id. de la province . . .	» 26,859	78
Retenue sur le gain de l'ouvrier . .	» 1,542,144	88
Subvention des exploitants . . .	» 1,542,144	89
Intérêts bonifiés	» 348,868	74

Somme égale. Fr. 3,600,596 19

Et quant aux dépenses totales, elles se composent des postes suivants :

Pensions et secours	Fr. 2,726,773	46
Gratifications à des veuves remariées.	» 45,165	35
Frais d'administration	» 29,804	93
Intérêts bonifiés	» 5,249	63

Somme égale. Fr. 2,806,993 37

On remarquera que, dans la somme touchée par la classe ouvrière pendant les 35 années d'existence de la caisse du Centre, et qui s'élève à 2,771,938 fr. 81, la part payée par les ouvriers n'intervient que pour 1,542,144 fr. 88; c'est-à-dire, que, pendant ce laps de temps, on a dû prendre, sur la subvention des exploitants, une somme de 1,229,793 fr. 93, pour pouvoir satisfaire aux charges toujours croissantes de la caisse. Les ouvriers n'ont donc contribué, en quoique ce soit, à l'avoir de l'association, puisqu'ils ont constamment touché plus qu'ils n'ont versé. Mais cet avoir qui est le résultat de la générosité des patrons, du gouvernement et de la province, n'en constitue pas moins un fonds de pension qui leur est acquis et à la conservation duquel les uns et autres doivent veiller avec soin, puisqu'il peut devenir la seule ressource des invalides et des orphelins du travail.

Toutefois, il est à espérer, dans l'intérêt des nombreux ouvriers qui jouissent des bienfaits de la caisse commune et dans celui de leurs familles, comme pour les motifs d'intérêt général qui ont fait assurer, par la loi de 1868, aux caisses reconnues une existence civile et des privilèges légaux, aucune déclaration de retraite ne sera faite comme le permet l'art. 39 des nouveaux statuts et que l'Association telle qu'elle est aujourd'hui constituée continuera à prospérer sous l'égide de la nouvelle loi, ainsi qu'elle vient de le faire pendant une période de 35 ans.

§ 4. *Caisse de Liège.*

La caisse de prévoyance de Liège, comptait à la fin de l'exercice 1876, 91 mines associées : 68 charbonnages et 23 mines métalliques.

L'art. 2 des statuts révisés conformément à la loi du 28 mars 1868, prévoit que les établissements métallurgiques possédant des exploitations des mines affiliées, pourront être admis à faire partie de la caisse de prévoyance. Cette disposition est toutefois destinée probablement à rester à l'état de lettre morte, en présence de la résolution prise par la commission administrative de subordonner les admissions de l'espèce à l'observation rigoureuse des statuts, et notamment de l'art. 21 qui stipule que nul ouvrier ne pourra recevoir un secours pour vieillesse ou infirmités, s'il n'a contribué à la caisse pendant quinze ans au moins.

Toute justifiée qu'elle est, cette résolution doit forcément exclure de l'association des établissements dont le personnel n'est exposé qu'à des accidents assez rares de telle sorte que leur coopération à la caisse ne peut avoir d'autre but que d'assurer une pension de retraite à leurs vieux ouvriers.

Une demande d'admission formée par une société métallurgique qui se trouvait dans les conditions requises n'a, pour ce motif, reçu aucune suite.

Nous extrayons des comptes-rendus annuels de la commission administrative les renseignements statistiques suivants relatifs aux salaires des ouvriers employés dans les établissements miniers de la province, pendant la période quinquennale 1872-1876.

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée
			Fr.	Fr.	Fr. C.
1872	25,553	7,625,156	26,133,708	1,023	3 43
1873	27,867	8,254,161	32,053,789	1,150	3 88
1874	28,611	8,513,067	32,543,851	1,138	3 82
1875	28,897	8,627,053	31,602,160	1,090	3 66
1876	28,305	8,188,908	28,609,008	1,020	3 49

L'activité fiévreuse qui a régné dans les charbonnages en 1872 et 1873, a provoqué une augmentation considérable du personnel de ces exploitations et une élévation plus importante encore du salaire ; ces effets devaient être immédiats et l'ont été, mais tandis que le taux des salaires a atteint son maximum dès 1873, le nombre d'ouvriers a continué à progresser jusqu'en 1875 et n'a que faiblement décliné en 1876. Cet accroissement de la population ouvrière des charbonnages, après que les besoins amoindris ne la justifiaient plus, a créé une situation tout à fait anormale qui, non-seulement, est aujourd'hui une source de graves embarras pour les exploitants, mais est aussi malheureusement de nature à exercer une influence fâcheuse sur les charges de la caisse de prévoyance.

Le relevé ci-après indique le mouvement des recettes et des dépenses de la caisse pendant la période dont nous nous occupons.

Caisse commune de Prévoyance de la province de Liège.

ANNÉES.	RECETTES.				DÉPENSES.				A VOIR SOCIAL		CHARGES ANNUELLES. au 31 décembre.	Observations.		
	RETENUES sur les salaires et subventions égales des exploitants.		Subsides, intérêts des capitaux et divers.		TOTAUX.		PENSIONS et SECOURS.		DÉPENSES d'Administration et diverses.				TOTAUX.	
	Fr.	C	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.			Fr.	C.
1872	393,516	44	80,361	»	473,877	44	362,457	93	5,932	18	1,521,804	86	363,204	»
1873	462,592	75	85,099	04	547,691	79	377,078	03	6,757	80	1,685,660	82	404,174	40
1874	462,498	97	91,711	31	594,210	28	405,113	16	7,834	51 (1)	1,861,723	43	422,488	80
1875	455,549	47	97,588	28	553,137	75	420,024	67	7,108	88	1,987,727	63	431,116	80
1876	415,117	11	99,560	22	514,677	33	435,435	51	10,816	27	2,056,153	18	458,296	»
														(1) Plus une dépense de 5200 fr. occasionnée par le legs Vissechers.

Les sommes qui figurent à la première colonne de ce tableau représentent les versements effectués par les exploitations associées ; cependant elles n'indiquent pas d'une manière absolument complète le montant des retenues sur les salaires et des subventions des exploitants afférent à chaque exercice. La différence est toutefois peu importante, et notre observation ne s'applique même pas à l'exercice 1876, pour lequel on a pu apurer les comptes avant la rédaction du rapport annuel de la commission administrative.

Malgré la crise intense dont l'industrie charbonnière souffre depuis 1875, la part des recettes provenant des retenues et des cotisations statutaires est restée en 1876 plus élevée qu'en 1872, où elle s'est considérablement accrue sous l'influence d'une reprise énergique des affaires. Parallèlement nous constatons malheureusement une augmentation si rapide du chiffre des pensions payées, que, dans cette même année 1876, il a dépassé d'une vingtaine de mille francs le montant des versements des exploitations.

Cette situation s'est encore aggravée pendant l'exercice 1877, dont le premier semestre accuse un déficit de 58,000 francs, abstraction faite, bien entendu, des ressources supplémentaires de la caisse. Il est à peine à espérer que ces ressources permettront de ne pas entamer la réserve.

Depuis le 1^{er} janvier de cette année, les salaires ont, en effet, subi de nouvelles réductions et la production, un ralentissement marqué : deux circonstances qui doivent exercer une influence des plus défavorables sur les revenus de l'institution.

D'un autre côté, les exploitants, embarrassés d'un personnel trop nombreux, dont ils ont peut-être eu tort d'accueillir les services, alors que les affaires devenues plus calmes, permettaient déjà d'entrevoir

des jours difficiles, sont obligés de congédier un grand nombre de leurs ouvriers ; comme les exclusions tombent généralement sur les moins valides, les demandes de pension se sont multipliées dans ces derniers temps dans une proportion très-sensible. Privé de travail, ou, ne gagnant plus qu'un salaire insuffisant pour satisfaire aux besoins de sa famille, l'ouvrier qui, par son âge ou ses infirmités, peut espérer un secours, s'empresse de le solliciter ; la caisse se trouve ainsi amenée à accueillir une quantité de malheureux qui, dans des temps moins critiques, se fussent abstenus ou du moins eussent été moins pressés de réclamer son assistance.

Indépendamment de la progression normale des dépenses résultant du développement de la production des exploitations charbonnières depuis la fondation de la caisse, d'autres causes, du reste, ont contribué à élever le chiffre de ses charges pendant les cinq dernières années.

Cette période a été marquée par deux catastrophes survenues l'une, le 21 septembre 1872, à la houillère de Bonnefoi-Hareng, à Herstal ; l'autre, le 10 novembre 1875, au puits *Pierre Denis* du charbonnage de Marihay, à Seraing. La première a occasionné la mort de 25 ouvriers, la seconde celle de 48, et des blessures plus ou moins graves à 4 autres.

Par diverses décisions, la commission a, en outre, créé une nouvelle catégorie de pensions et majoré le taux de plusieurs autres. C'est ainsi qu'à partir du 1^{er} janvier 1873, les veuves d'ouvriers pensionnés comme mutilés ont reçu une pension de 6, 8 et 10 francs par mois, selon l'âge des ayants-droit, et qu'à dater du 1^{er} janvier 1874, la pension des mutilés des trois catégories, c'est-à-dire incapables de se livrer à aucun travail, a été majorée de 5 francs par mois, celle des

veuves d'ouvriers ayant péri par accident, quel que soit leur âge, de 2 francs, et celles des enfants des mêmes ouvriers de 1 franc (1).

L'augmentation de charges que ces résolutions ont entraînée pour la caisse est, il est vrai, peu importante.

Une mesure dont les conséquences financières peuvent être beaucoup plus sérieuses, est la majoration du taux des secours accordés aux ouvriers invalides. La Commission avait d'abord décidé, en principe, que ces secours seraient augmentés proportionnellement au nombre d'années pendant lesquelles l'ouvrier aurait contribué à la caisse en sus des quinze années exigées par les statuts, pour pouvoir les obtenir ; mais, en présence de la diminution des recettes, elle a craint que

(1) Voici quel est actuellement le taux mensuel des diverses pensions et secours.

1^o Pensions viagères.

1. Veuves d'ouvriers ayant péri par accident.	a. Agées de moins de 45 ans . . .	fr. 12 »
	b. Id. de 45 à 60 ans . . .	14 »
	c. Id. de 60 ans et plus . . .	16 »
2. Veuves d'ouvriers pensionnés comme mutilés.	a. Agées de moins de 45 ans. . .	6 »
	b. Id. de 45 à 60 ans . . .	8 »
	c. Id. de 60 ans et plus . . .	10 »
3. Ouvriers mutilés.	a. 1 ^{re} catégorie	10 »
	b. 2 ^e id.	18 »
	c. 3 ^e id.	30 »
4. Pères et mères d'ouvriers tués.	a. Agés de moins de 65 ans . . .	11 »
	b. Id. de 65 à 70 ans. . . .	13 »
	c. Id. de 70 ans et plus . . .	15 »

2^o Pensions temporaires.

5. Enfants d'ouvriers ayant péri par accident.	Jusqu'à 12 ans inclus	6 »
--	-------------------------------	-----

3^o Secours extraordinaires.

6. Invalides.	a. Agés de moins de 65 ans . . .	11 »
	b. Id. de 65 à 70 ans. . . .	13 »
	c. Id. de 70 ans et plus . . .	15 »

Ces derniers secours sont majorés de 3 francs par mois, lorsque l'ayant-droit a 30 années de services admissibles.

l'application immédiate de cette réforme ne compromît l'avenir, et, revenant sur cette décision, elle s'est arrêtée provisoirement à n'accorder qu'un supplément de 3 francs par mois à tout ouvrier comptant au moins trente années de services admissibles. Cette mesure n'a commencé à sortir ses effets que le 1^{er} janvier 1877.

En agissant ainsi, la Commission est restée fidèle aux traditions de prudence qui l'ont empêchée jusqu'ici d'inscrire dans les statuts le droit de l'ouvrier invalide à l'obtention d'une pension. Il est en effet, à remarquer que les secours accordés à ces ouvriers sont compris dans la catégorie des secours extraordinaires, dont l'attribution est laissée à la libre disposition de la Commission; celle-ci pourrait donc restreindre, ou même supprimer tout à fait, les pensions de cette nature, si les circonstances voulaient qu'elle se montrât plus économe de ses ressources, pour satisfaire aux obligations dérivant du but spécial de l'institution.

En résumé, et malgré l'aggravation très-forte de ses charges, la caisse de prévoyance de Liège n'a qu'à se féliciter des résultats de la période de 1872 à 1876, puisque son avoir s'est augmenté pendant ces cinq années, de 534,348 fr. ou de plus de 35 p. %.

Le relevé ci-après indique, pour chaque catégorie de pensionnaires, le nombre de personnes secourues et le montant des pensions qui leur ont été payées pendant les cinq dernières années. Il fait aussi connaître, avec le même détail, les sommes distribuées à titre de secours extraordinaires.

ANNÉE.	PENSIONS VIAGÈRES.										PENSIONS TEMPORAIRES aux enfants dont le père ou le soutien a péri par accident.										SECOURS EXTRAORDINAIRES.										RÉCAPITULATION.		
	Veuves d'ouvriers qui ont péri par accident.		Ouvriers mutilés et incapables de travailler.		Vieux pa- rents d'ou- vriers qui ont péri par accident.		Veuves d'ouvriers mutilés.		MONTANT DES PENSIONS.		Orphelins de père et de mère.		Enfants de veuves.		MONTANT DES PENSIONS TEMPORAIRES.		Ouvriers infirmes.		Veuves rema- rées.		Sommes payées. Veuves, pères et mères, etc.		TOTAL		Nombre total des personnes pensionnées et secourues.		MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.						
	Nombre.	Montant des pensions.	Nombre.	Montant des pensions.	Nombre.	Montant des pen- sions.	Nombre.	Montant des pen- sions.			Nombre.	Montant des pensions.	Nombre.	Montant des pen- sions.			Nombre.	Montant des secourus.	Nombre.	Montant payés.	Nombre.	Montant payés.	des personnes secourues.	des secourus exceptionnels.									
1872	363	59,632 40	363	63,910 30	69	10,812 "	"	"	855	142,234 70	47	3,407 23	472	23,206 "	499	31,613 23	1271	188,610	20	4,500	50	3,950	1,341	197,070	2,665	392,457 53							
1873	433	67,357 56	332	66,815 "	72	10,408 "	2	216	958	151,495 56	39	3,744 47	475	22,509 "	514	36,353 47	1341	189,328	14	3,150	45	3,320	1,402	196,014	2,813	377,078 03							
1874	455	73,690 01	424	72,241 "	70	10,214 "	4	408	1005	164,258 04	42	4,226 "	494	27,211 12	536	41,457 12	1354	195,378	19	4,275	33	3,470	1,450	207,531	2,935	405,113 16							
1875	461	78,903 01	441	77,269 80	70	10,524 42	5	624	1031	174,151 22	39	4,618 "	503	25,226 45	542	36,844 45	1386	206,329	20	4,500	31	2,330	1,454	213,483	2,971	420,024 67							
1876	538	85,704 30	494	84,207 40	74	9,232 21	9	590	1115	180,203 91	27	3,240 "	553	25,065 60	580	38,208 60	1405	203,248	27	6,075	52	4,000	1,484	216,923	3,179	435,435 51							

Les secours accordés aux ouvriers infirmes ont absorbé, pendant la période que nous considérons, près de la moitié de la somme totale des pensions et secours de toute espèce payés par la caisse. Nous ferons observer toutefois que le chiffre proportionnel, pour lequel les secours de cette nature interviennent dans les charges de la caisse, n'a pas augmenté dans ce laps de temps ; supérieur au chiffre des pensions proprement dites de 1872 et 1873, il lui est, au contraire, devenu inférieur à partir de 1874.

Pour les raisons que nous avons indiquées plus haut, il est douteux que cette diminution se maintienne en 1877. Elle n'en présente pas moins quelque chose de très-rassurant : elle autorise à croire que l'on est arrivé au terme de la période de transition pendant laquelle les secours payés aux vieux ouvriers ont dû nécessairement absorber une part de plus en plus importante des ressources de la caisse et, qu'abstraction faite des causes accidentelles qui peuvent momentanément en élever le chiffre, ceux-ci ne subiront plus désormais que l'augmentation normale résultant du développement progressif de la production minière.

Le nombre des vieux ouvriers secourus par la caisse, qui n'était que de 693 en 1866, s'était déjà élevé à 1,206 en 1870. Pendant ces cinq années il a donc augmenté de 513 ou de 74 p. %, tandis que de 1870 à 1876 il ne s'est plus accru que de 199, soit de 16 p. % seulement.

Nous avons cru intéressant de mettre les sommes que les dépenses de diverse nature et les revenus de la caisse représentent par tête d'ouvrier associé, en regard du chiffre moyen de sa cotisation annuelle pendant chacun des exercices de la période considérée. Ces renseignements, que nous complétons par l'indication de la part de l'ouvrier dans l'avoir social à la fin

de chaque année, se trouvent réunis dans le tableau suivant que nous n'accompagnerons d'aucun commentaire.

ANNÉES.	SOMMES PAYÉES PAR LA CAISSE COMME PAR TÊTE D'OUVRIER ASSOCIÉ.												Observations.			
	EN PENSIONS VIAGÈRES AUX						EN SECOURS EXTRAORDINAIRES AUX				TOTAUX.					
	Veuves qui ont péri par accident.	Ouvriers mutilés.	Vieux parents d'ouvriers qui ont péri par accident.	Veuves d'ou- vriers mutilés.	Orphelins de père et de mère.	Enfants de veuves.	Ouvriers mutilés.	Veuves remariées.	Veuves, pères, mères d'ou- vriers morts.	En FRAIS D'ADMINISTRATION.						
Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1872	2 31	2 50	0 42	»	0 13	1 10	7 38	0 18	0 16	0 23			14 41	18 54	7 70	59 55
1873	2 42	2 40	0 37	0 01	0 13	1 17	6 79	0 11	0 12	0 24			13 76	19 65	8 30	60 49
1874	2 38	2 52	0 36	0 01	0 15	1 30	6 97	0 15	0 12	0 45 (1)			14 61	20 77	8 08	65 07
1875	2 73	2 67	0 36	0 02	0 16	1 22	7 13	0 16	0 08	0 25			14 78	19 14	7 88	68 79
1876	3 03	2 98	0 33	0 03	0 11	1 24	7 29	0 21	0 16	0 38 (2)			15 76	18 18	7 33	72 64

(1) Dont
0,15 pour
fraix occa-
sionnés
par les ex-
térieurs.

(2) Dont
0,14 pour
fraix ex-
traordi-
naires.

Revenus
de la caisse.
Moyenne des
versements.
Part dans
l'avoir social à
la fin
de l'exercice.

PAR OUVRIER
ASSOCIÉ.

(1) Dont
0,18 pour
frais occa-
sionnés
par les
visseliers.

(2) Dont
0,14 pour
frais
traord-
naires.

Nous ne terminerons pas cet exposé sans rappeler que feu M. le conseiller des mines Auguste Visschers a institué la caisse de prévoyance de Liège légataire d'une somme de 40,000 francs, dont les intérêts doivent servir à améliorer la position des ouvriers mineurs vieux et infirmes. Cet acte de générosité a été le digne couronnement de l'existence de l'homme qui a le plus contribué à la création des caisses de prévoyance en Belgique.

Le bassin de Liège avait été le premier à répondre à son appel, il manifestait, pour l'institution dont il l'avait doté, une sollicitude toute paternelle, et c'est en grande partie à ses sages conseils que celle-ci doit la prospérité qu'elle a su conserver jusqu'ici. C'est aussi à elle qu'il a voulu donner une dernière preuve de sa philanthropie éclairée. Nous nous plaçons à nous faire ici l'écho de la reconnaissance qu'un aussi noble dévouement à la cause de l'humanité éveille chez tous ceux qui s'intéressent au sort des classes ouvrières.

§ 5. — Caisse de Namur.

La caisse commune de prévoyance a continué à publier ses rapports annuels dans les formes qu'elle avait admises et qui permettent d'embrasser d'un coup d'œil la marche successive de chaque branche de service pendant une période de 37 ans, 1839 à 1876.

Le dernier travail présenté par feu M. Visschers s'arrêtait à 1871 et nous le continuons pour une période quinquennale de 1872 à 1876 inclusivement.

ANNÉES.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS DANS LES				TOTAL.	Ouvriers asso- ciés, d'après la comptabilité.	Ouvriers non associés.
	Houillères	Mines métal- liques.	Mines libres de fer.	Carrières, ardoi- sières, etc.			
1872	2,672	471	2,681	4,583	10,353 (1)	4,790	5,563
1873	3,414	440	2,465	4,866	11,185 (1)	5,107	6,078
1874	3,540	442	1,931	4,713	10,626 (1)	4,862	5,764
1875	3,662	428	1,318	5,183	10,591 (1)	4,635	5,656
1876	3,773	426	1,101	5,407	10,707 (2)	4,376	7,331

Malgré les résultats si concluants présentés chaque année dans les rapports généraux, malgré la gratuité du droit de faire partie de l'association, plus de la moitié des ouvriers restent encore en dehors de son patronage.

Le mode de perception de la retenue et de la subvention inauguré le 1^{er} janvier 1872, porte à 6 francs par an la retenue faite à l'ouvrier et à 6 francs aussi la participation du propriétaire. Cette somme totale de 12 francs se règle par fractions trimestrielles de trois francs quel que soit le nombre de jours de travail de l'ouvrier pendant ce trimestre.

La commission s'est donc vue dans l'impossibilité de compléter d'après ses documents le tableau des journées et des salaires. Empruntant ces données aux rapports de l'administration des mines, elle s'est bornée à constater que le salaire moyen avait été en 1872 de 2 fr. 92, en 1873 de 3 fr. 91, en 1874 de 3 fr. 55, en 1875 de 3 fr. 37, en 1876 de 3 fr. 18, subissant ainsi une diminution de 0 fr. 73 par jour de 1873 à 1876, après avoir éprouvé une notable augmentation de 1872 à 1873.

(1) D'après l'exposé de la situation de la province en 1875.

(2) Id. id. id. 1876.

La caisse commune donne, de ses résultats financiers des indications exactes soumises au contrôle d'une comptabilité visée par une commission spéciale ; mais il n'en est pas de même des caisses particulières, dont nous ne connaissons les résultats que par les bulletins que bon nombre d'exploitants ont l'obligeance de remplir chaque année. Ce travail n'est donc ni complet ni susceptible d'être contrôlé.

Tableau quinquennal des recettes et des dépenses.

ANNÉES.	DE LA CAISSE COMMUNE.		DES CAISSES PARTICULIÈRES.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1872	78,006 10	59,612 79	37,034 96	32,290 08
1873	83,332 72	55,775 63	61,060 02	25,107 50
1874	75,714 74	58,546 97	46,380 »	27,668 »
1875	72,114 77	53,942 94	56,471 »	36,774 »
1876	73,620 18	59,307 97	32,710 »	23,634 »
Totaux. . .	382,788 51	287,186 30	233,655 98	145,476 58
Moyenne quinquennale	76,557 70	57,437 26	46,731 19	29,095 31

Les rapports successifs de la commission constatent :

A. Que la recette générale faite en 37 ans et montant à 1,510,098 francs se répartit proportionnellement comme suit :

38,68 p. % contribution des propriétaires ;
 37,96 id. id. des travailleurs ;
 5,47 id. subsides de l'État ;
 0,79 id. id. de la province ;
 17,10 id. provenant d'intérêts de capitaux placés.

100,00

B. Que 1,135,805 francs, dépensés pendant la même période, se répartissent en :

- 94,79 p. % de pensions et secours ;
- 3,36 id. de frais de perception ;
- 1,67 id. de frais d'impression, etc. ;
- 0,18 id. de jetons de présence aux contre-maîtres qui font partie de la commission.

100,00

Le nombre de personnes secourues et les sommes qui leur ont été distribuées, figurent dans le tableau ci-après :

ANNÉES.	NOMBRE	MONTANT
	DE Personnes secourues.	DES Pensions et Secours.
		Fr.
1872.	398	57,671
1873.	400	53,904
1874.	398	56,675
1875.	416	51,948
1876.	409	57,305

La distribution d'un million soixante-seize mille six cent trente-neuf francs (fr. 1,076,639) s'est faite, en trente-sept ans, dans la proportion suivante :

38,73 % en pensions viagères,	fr. 416,967
7,23 id. temporaires,	77,871
54,04 en secours extraordin ^{res} ,	581,801
<hr/> 100,00	<hr/> 1,076,639

La Commission, usant d'une sage prudence a évité d'imprimer à l'institution une tendance vers une caisse

de retraite. Elle a limité à quarante, le nombre de vieux ouvriers qu'elle admettrait à la jouissance du secours extraordinaire indiqué sous le littéra I de son tarif.

En 1872, 35 vieux ouvriers reçurent fr. 3,621

1873, 37 id. id. 4,496

1874, 30 id. id. 4,401

1875, 31 id. id. 3,595

1876, 36 id. id. 3,819

Le nouveau tarif, qui a pris cours au 1^{er} janvier 1876, a reçu son application sans soulever la moindre observation.

Il se résume de la manière suivante :

Pensions viagères.	{	A Ouvriers mutilés . . .	20 frs par mois.	
		B Veuves d'ouvriers tués	15 id.	
		C Pères et mères d'ouvriers tués . . .	15 id.	
Pensions temporaires.	{	D Orphelins de père et de mère . . .	3 frs par mois p ^r 1 enfant.	
		D' Enfants d'ouvriers mutilés . . .	5 » id.	2 id.
		E Enfants de veuves . . .	7 » id.	3 id.
		F Jeunes frères et sœurs	9 » id.	4 id.
			10 » id.	5 id.
Secours extraordinaires	{	F ^r Personnes déjà secourues . . .		
		G Proches parents du défunt . . .	à l'appréciation de la Commission	
		H Ouvriers grièvement blessés en traitement, sans enfants.	20 frs par mois.	
		H' Ouvriers pères de famille . . .	25 id.	
		H'' Ouvriers hors traitement affaiblis . . .	40 à 20 id.	
		I Vieux ouvriers devenus infirmes . . .	40 id.	

Ajoutons que pour diminuer les charges de la Caisse commune, l'article 28 des nouveaux statuts du 31 août 1871 « laissa les trois premiers mois de traitement « des ouvriers blessés à la charge des Caisses particulières » au lieu de six semaines admises jusqu'alors.

Reconnue par arrêté royal du 4 octobre 1872, en application de la loi du 28 mars 1868, la Caisse Namuroise a continué à marcher sans entraves, sous l'égide de ses nouveaux statuts et de son nouveau tarif.

§ 6. *Caisse du Luxembourg.*

Par arrêté royal du 4 octobre 1872, la caisse de prévoyance des ouvriers mineurs et carrières de la province de Luxembourg a été reconnue, et ses nouveaux statuts approuvés.

Dans son travail de révision rappelé plus haut (1) feu M. Visschers appelait l'attention de la Commission administrative sur une anomalie que présentait la situation financière de cette caisse, pour les exercices 1870 et 1871, pendant lesquels les dépenses annuelles avaient excédé les recettes.

Pour remédier à cette situation, la Commission a cherché à réduire dans une certaine mesure les charges de la Caisse.

Dans ce but, elle a diminué le taux des pensions viagères accordées précédemment à d'anciens ouvriers, devenus vieux et infirmes, et après s'être entourée de tous les renseignements nécessaires, elle a pris pour règle de ne plus accorder de semblables pensions qu'à d'anciens ouvriers vieux et infirmes, qui se trouvent dans le besoin.

C'est de cette manière, d'ailleurs, que doit être interprété l'art. 19 § 4 des statuts de la caisse, et tout récemment, M. le Ministre des Travaux publics, sur

(1) Voyez les Annales des Travaux publics, t. XXXI, p. 35.

l'avis conforme de la Commission permanente des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, a décidé que pour obtenir la pension viagère prévue par cette disposition, les vieux ouvriers doivent, non-seulement être incapables de tout travail, mais encore se trouver dans le besoin d'être secourus.

Aussi, dès 1873, l'anomalie signalée par M. Vischers, a-t-elle disparu, et les dépenses de la caisse ont-elles été ramenées à un chiffre tel, que chaque exercice se solde par un boni qui, sans être considérable, permettrait cependant, le cas échéant, de pourvoir à de nouveaux besoins.

Les opérations de la Caisse, pendant la période quinquennale 1872-1876 se trouvent résumées dans les tableaux suivants :

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT DES SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an,	par journée.
			Fr.	Fr. C.	Fr. C.
1872	635	171,450	428,256	674 42	2 50
1873	709	191,430	515,604	727 22	2 69
1874	761	205,470	650,155	854 27	3 16
1875	700	189,000	617,201	881 72	3 26
1876	715	193,050	625,782	875 22	3 24

Le montant des recettes et des dépenses, tant de la caisse commune que des caisses particulières de secours, pendant la même période, se trouve indiqué dans le tableau ci-après :

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE		CAISSES PARTICULIÈRES	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1872	5,686 56	6,040 46	6,643 53	6,727 15
1873	6,758 04	5,215 97	8,034 69	7,571 24
1874	8,091 55	4,611 23	9,937 75	8,470 79
1875	7,770 01	5,152 86	9,413 14	9,043 98
1876	8,034 06	6,401 27	9,998 40	9,833 81

Ainsi qu'il résulte de ce tableau, à partir de l'exercice 1873, les recettes ont toujours excédé les dépenses comme cela doit se produire dans toutes les caisses de prévoyance bien organisées.

Le tableau qui suit renseigne les sommes qui ont été payées soit à titre de pensions, soit à titre de secours.

ANNÉES.	NOMBRE	MONTANT
	DE	DES
	Personnes secourues.	Pensions et Secours.
		Fr. C.
1872.	80	5,656 91
1873	66	4,851 47
1874.	57	4,251 23
1875.	74	4,698 86
1876.	82	5,922 27

Voici, par catégories de personnes secourues et

par année, comment les sommes ci-dessus ont été distribuées :

ANNÉES.	PERSONNES SECOURUES.	Nombre des personnes secourues.	Montant des pensions et secours.
1872	<i>Pensions viagères :</i>		Fr. C.
	Ouvriers mutilés incapables de travailler.	7	1,250 »
	Veuves d'ouvriers ayant péri par accident.	10	1,055 61
	Parents d'ouvriers qui ont péri par accident	2	120 »
	Ouvriers vieux et infirmes.	47	3,051 90
	<i>Pensions temporaires :</i>		
	Enfants de veuves, orphelins de pères. .	14	179 40
	TOTAUX. . .	80	5,656 91
1873	<i>Pensions viagères :</i>		
	Ouvriers mutilés, incapables de travailler.	6	1,243 33
	Veuves d'ouvriers ayant péri par accident.	10	1,055 »
	Parents d'ouvriers qui ont péri par accident	2	120 »
	Ouvriers vieux et infirmes.	36	2,162 50
	<i>Pensions temporaires :</i>		
	Enfants de veuves, orphelins de pères. .	12	170 64
	TOTAUX. . .	66	4,851 47
1874	<i>Pensions viagères :</i>		
	Ouvriers mutilés, incapables de travailler.	8	1,500 »
	Veuves d'ouvriers ayant péri par accident.	11	1,228 13
	Parents d'ouvriers qui ont péri par accident	1	60 »
	Ouvriers vieux et infirmes.	23	1,281 25

ANNÉES.	PERSONNES SECOURUES.	Nombre des personnes secourues.	Montant des pensions et secours.
			Fr. C.
1875	<i>Pensions temporaires :</i>		
	Enfants de veuves, orphelins de pères. .	14	181 85
	TOTAUX. .	57	4,251 23
	<i>Pensions viagères :</i>		
	Ouvriers mutilés, incapables de travailler.	6	1,300 »
	Veuves d'ouvriers ayant péri par accident.	14	1,384 07
	Parents d'ouvriers qui ont péri par acci- dent	1	60 »
	Ouvriers vieux et infirmes.	29	1,637 55
	<i>Pensions temporaires :</i>		
	Enfants de veuves, orphelins de pères. .	23	217 24
	Veuves d'ouvriers pensionnés	1	100 »
	TOTAUX. . .	74	4,698 86
1876	<i>Pensions viagères :</i>		
	Ouvriers mutilés, incapables de travailler.	13	1,843 79
	Veuves d'ouvriers ayant péri par accident.	14	1,494 50
	Parents d'ouvriers qui ont péri par acci- dent	2	100 »
	Ouvriers vieux et infirmes.	24	1,546 73
	<i>Pensions temporaires :</i>		
	Enfants de veuves, orphelins de pères. .	27	787 25
	Veuves d'ouvriers pensionnés.	2	150 »
	TOTAUX. . .	82	5,922 27

Les pensions d'ouvriers vieux et infirmes, qui, en 1871, s'appliquaient à 59 ouvriers et comportaient

une somme totale de 4,407 fr. 40, ont été successivement diminuées et ramenées en 1876, à un nombre total de 24, et au chiffre de 1,546 fr. 73. Cependant, tous les ouvriers de cette catégorie qui sont réellement dans le besoin, se trouvent secourus comme ils ont droit de l'être d'après les statuts et la Commission n'a reçu, par suite des éliminations de ces pensions auxquelles elle s'est livrée, aucune réclamation qui eût l'apparence de fondement. Il est même à remarquer, qu'à l'exception de deux des ouvriers de cette catégorie précédemment pensionnés, et auxquels les pensions ont été retirées, aucun d'eux n'a adressé de réclamation, ce qui prouve qu'ils ont reconnu eux-mêmes que des pensions leur avaient été accordées sans qu'ils y eussent droit; c'est qu'ils ne se trouvent réellement pas dans le besoin et que, s'ils ne peuvent plus se livrer à leur travail d'ouvriers mineurs ou carriers, ils peuvent encore facilement pourvoir à leur subsistance, en s'adonnant aux travaux agricoles.

L'on doit d'ailleurs rendre à nos ouvriers mineurs et carriers cette justice de constater que le plus grand nombre parviennent à faire des économies sur leur salaire quotidien, et à acquérir ainsi quelques petites propriétés, dont le produit leur procure des moyens d'existence quand ils quittent les travaux souterrains.

Les recettes et les dépenses des caisses particulières se trouvent renseignées dans le tableau suivant :

ANNÉES.	RECETTES.	DÉPENSES.
	Fr. C.	Fr. C.
1872.	6,643 53	6,527 15
1873.	8,034 69	7,571 24
1874.	9,937 75	8,470 79
1875.	9,413 14	9,043 98
1876.	9,998 40	9,833 81

Bien que, par la nature même des travaux auxquels ils sont employés, les ouvriers mineurs et carriers du Luxembourg soient moins exposés à de graves accidents que les ouvriers mineurs des autres provinces, il n'y a guère d'année qu'il ne s'y produise des accidents entraînant soit la mort, soit des blessures graves. Le tableau suivant renseigne, pour la période dont nous nous occupons, les accidents qui sont survenus dans nos exploitations associées.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL des OUVRIERS.	NOMBRE DES OUVRIERS	
		tués.	blessés grièvement.
1872.	635	1	1
1873.	709	1	1
1874.	761	»	»
1875.	700	2	2
1876.	715	3	4

Les dépenses des caisses particulières se sont élevées aux chiffres suivants pendant la même période :

ANNÉES.	SECOURS	MÉDICAMENTS	TOTAUX.
	en ARGENT.	et Honoraires des Médecins.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1872	1.371 23	5.155 92	6.527 15
1873	2.235 50	5.335 74	7.571 24
1874	2.598 50	5.872 29	8.470 79
1875	2.298 40	6.745 58	9.043 98
1876	3.324 16	6.509 65	9.833 81

CHAPITRE III.

CONCLUSION.

Malgré les progrès continus que chaque jour apporte dans les procédés et les moyens d'exploiter les mines, malgré la vulgarisation des notions rationnelles pour la conduite des travaux, malgré ce qui a été fait pour exciter l'émulation, non-seulement entre les chefs d'industrie mais encore entre leurs subordonnés (1), malgré le zèle, l'activité, la sollicitude éclairée du Corps des Ingénieurs des mines, pour tout ce qui touche à la sécurité des exploitations, on a chaque année encore à enregistrer un nombre assez considérable d'accidents.

Voici les chiffres généraux pour tout le pays, de 1872 à 1876.

ANNÉES.	ACCIDENTS.	OUVRIERS		TOTAL des VICTIMES.	OUVRIERS EMPLOYÉS.	PROPORTION DES VICTIMES par 10,000 ouvriers EMPLOYÉS.
		tués.	blessés.			
1872	253	314	47	361	106,049	34
1873	292	272	81	353	114,671	31
1874	270	252	115	367	115,340	32
1875	234	362	79	441	115,414	38
1876	223	197	49	246	115,118	21

L'année 1875, comme on le voit, a été particulière-

(1) Voyez le *Prix de l'Association des Ingénieurs, Annales des Travaux publics*, t. 33, p. 209.

ment néfaste, quoique avec un nombre relativement restreint d'accidents: c'est pendant cet exercice que se sont produits les deux terribles coups de feu de Marihay à Seraing (48 tués et 4 blessés) et de l'Agrappe, à Frameries (112 tués et 10 blessés.)

En regard de ces tristes tableaux, c'est une consolation de parcourir l'inventaire qui précède, des soulagements apportés par les caisses de prévoyance et de secours, aux malheureux frappés et rendus invalides par le travail des mines, et des adoucissements distribués aux familles délaissées par ceux qui y ont trouvé la mort.

C'est aussi une satisfaction que de constater la marche continuellement progressive des caisses de prévoyance, leur stabilité, l'importance de leur avoir et celle des charges qu'elles acquittent au profit de la classe ouvrière.

Au 1^{er} janvier 1877, l'avoir total des six caisses était de près de 7 1/2 millions de francs, et les charges annuelles totales, de plus de 17 cent mille francs, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous.

CAISSES DE	AVOIR		CHARGES ANNUELLES	
	au 1 ^{er} JANVIER 1877.		au 1 ^{er} JANVIER 1877.	
	Fr.	C.	Fr.	C.
Mons.	1,727,516	20	431,517	»
Charleroy	2,497,079	08	624,360	»
Centre	793,602	92	185,724	»
Liège.	2,056,153	18	458,296	»
Namur	374,293	32	51,221	»
Luxembourg	35,533	46	5,922	»
TOTAUX.	7,484,178	16	1,757,040	»

Pour les trois premières caisses, l'avoir équivaut à

quatre fois la totalité des charges annuelles ; pour celle de Liège, la proportion est un peu plus forte, pour les caisses du Luxembourg et de Namur, elle s'élève à 6 et à 7.

Sans doute, ce ne sont pas là des conditions de stabilité absolue, et le système de la capitalisation des charges montrerait probablement la situation sous un jour défavorable.

Toutefois, il n'en est pas moins vrai que les bonis accumulés ont assuré aux caisses la possession de ressources déjà fort importantes et si l'on note que, malgré l'augmentation graduelle des charges, sauf pour la caisse de Charleroi (1), l'avoir des caisses n'a cessé d'augmenter d'un exercice à l'autre, de 1872 à 1876, on peut, semble-t-il, s'applaudir de l'état prospère de ces institutions.

Approuvé par la Commission permanente des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, en séance du 22 décembre 1877 (2).

L'Inspecteur général des Mines, Président,

F. JOCHAMS.

L'Ingénieur des Mines, Secrétaire,

HENRI WITMEUR.

(1) Au 1^{er} janvier 1876, l'avoir de la caisse de Charleroi était de 2,571,589 fr. 66, soit environ 75,000 francs de plus qu'au 1^{er} janvier 1877. — Au commencement de la période quinquennale, 1^{er} janvier 1873, cet avoir était de 2,104,027 fr. 09.

(2) L'Examen des opérations et de la situation de chacune des caisses prises séparément (chapitre III) a été fait : pour la caisse de Mons, par M. Laguesse ; pour celle de Charleroi, par M. Jouniaux ; pour celle de Liège, par M. Van Scherpenzeel-Thim ; pour celle du Centre par M. Jochams ; pour celle de Namur, par M. Benoît Faber ; pour celle du Luxembourg, par M. Jacquier.

TABLEAUX

ANNEXÉS AU RAPPORT DE LA COMMISSION

SUR LES OPÉRATIONS DES CAISSES

PENDANT LA PÉRIODE QUINQUENNALE 1872-1876

approuvé en séance du 22 décembre 1877.

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES MINES,

Président,

F. JOCHAMS.

L'INGÉNIEUR DES MINES,

Secrétaire,

HENRI WITMEUR.

Caisses de Prévoyance en faveur des

RECE					
DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.				TOTAL.
	Retenue sur les salaires.	Cotisation des exploitants.	Subventions de l'État.	Autres recettes.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
Caisse de Mons . . .	216,929 21	216,929 21	12,720 »	64,677 80	511,256 22
— Charleroi . . .	268,212 93	268,212 92	14,034 »	95,603 58	646,063 43
— Centre . . .	78,756 53	78,756 52	4,473 »	21,704 19	183,690 24
— Liège . . .	196,758 22	196,758 22	11,340 »	69,021 »	473,877 44
— Namur . . .	28,743 00	28,743 00	1,742 »	18,778 10	78,006 10
— Luxembourg . . .	2,141 28	2,141 28	274 »	1,130 »	5,686 56
TOTAUX . . .	791,541 17	791,541 15	44,583 »	270,914 67	1,898,579 99

DÉPE

DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.			TOTAL.
	Pensions et secours.	Instruction, amélioration morale.	Frais d'administra- tion.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
Caisse de Mons	416,483 55	6,000 » (1)	11,124 63	433,608 18
— Charleroi	534,976 55	16,635 10	12,474 23	564,085 88
— Centre	140,022 00	»	2,043 65	142,065 65
— Liège	362,457 93	»	5,932 18	368,390 11
— Namur	57,671 33	»	1,941 46	59,612 79
— Luxembourg	5,656 91	»	383 55	6,040 46
TOTAUX . . .	1,517,268 27	22,635 10	33,899 70	1,573,803 07

Ouvriers mineurs. — Comptes de 1872.

TTES.				
CAISSES PARTICULIÈRES DE SECOURS.		TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	Observations.
Retenues sur les salaires.	Cotisation des exploitants. (1)			
Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
480,296 40	14,172 27	494,468 67	1,005,724 89	(1) Versées pour combler le déficit de ces caisses.
555,256 53	19,856 32	575,112 85	1,221,176 28	
44,412 18	44,412 19	88,824 37	272,514 61	
434,872 87	71,737 33	506,610 20	980,487 64	
22,231 »	14,804 »	37,035 »	115,041 10	
3,321 66	3,321 67	6,643 33	12,329 89	
1,540,390 64	168,303 78	1,708,694 42	3,607,274 41	

NSES.

CAISSES PARTICULIÈRES de SECOURS.	TOTAL GÉNÉRAL.	AVOIR au 1 ^{er} janvier 1873. (3)	CHARGES au 1 ^{er} janvier 1873. (3)	Observations.
Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
(2) 422,459 55	856,067 73	1,252,663 36	409,040 »	(1) Subvention à des écoles de porions et de machinistes.
481,036 79	1,045,122 67	2,104,027 09	431,106 »	(2) Plus une somme de francs 22,121-10, accordée par des sociétés, savoir : fr. 16.621-10 pour l'instruction des enfants d'ouvriers ; fr. 5,400-» aux petites sœurs de Jemappes, et fr. 100 à l'hospice de Frameries.
79,022 15	221,087 80	537,092 38	138,192 »	(3) Des caisses communes de Prévoyance.
498,106 89	866,497 »	1,521,804 86	363,204 »	
32,290 »	91,902 79	297,084 »	49,720 »	
6,527 15	12,567 61	26,311 14	5,656 »	
1,519,442 53	3,093,245 60	5,738,982 83	1,396,918 »	

Caisses de Prévoyance en faveur des

RECE									
DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.						TOTAL.		
	Retenue sur les salaires.		Cotisation des exploitants.		Subventions de l'État.			Autres recettes.	
	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	
Caisse de Mons . . .	279,391	72	279,391	72	12,769	»	67,955	26	639,507 70
— Charleroi . . .	410,279	61	410,279	60	13,629	»	101,511	94	935,700 15
— Centre . . .	102,226	78	102,226	77	4,242	»	23,497	68	232,193 23
— Liège . . .	231,296	37	231,296	38	11,433	»	73,666	04	547,691 79
— Namur . . .	32,543	»	32,542	»	1,787	»	16,460	72	83,332 72
— Luxembourg .	2,578	02	2,578	02	222	»	1,380	»	6,758 04
TOTAUX. . .	1,058,315	50	1,058,314	49	44 082	»	284,471	64	2,445,183 63

DÉPE

DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.				TOTAL.
	Pensions et secours.	Instruction, amélioration morale.	Frais d'administra- tion.		
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
Caisse de Mons	427,013 94	6,000 » (1)	12,069 36	445,083 30	
— Charleroi	582,954 96	»	18,136 05	601,091 01	
— Centre	166,843 »	»	3,279 90	170,122 90	
— Liège	377,078 03	»	6,757 80	383,835 83	
— Namur	53,903 59	»	1,872 04	55,775 63	
— Luxembourg.	4,851 47	»	364 50	5,215 97	
TOTAUX.	1,612,644 99	6,000 »	42,479 65	1,661,124 64	

ouvriers mineurs. — Comptes de 1873.

TTES.

CAISSES PARTICULIÈRES DE SECOURS.		TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	Observations.
Retenues sur les salaires.	Cotisation des exploitants. (1)			
Fr. C. 611,224 60	Fr. C. 13,319 43	Fr. C. 624,544 03	Fr. C. 1,264,051 73	(1) Versées pour combler le déficit de ces caisses.
854,791 97	49,583 94	904,375 91	1,840,076 06	
56,764 01	56,764 02	113,528 03	345,721 26	
493,225 »	89,927 »	583,152 »	1,130,843 79	
42,651 61	18,408 41	61,060 02	144,392 74	
4,017 34	4,017 35	8,034 69	14,792 73	
2,062,674 53	232,020 15	2,294,694 68	4,739,878 31	

NSES.

CAISSES PARTICULIÈRES de SECOURS.	TOTAL GÉNÉRAL.	AVOIR au 1 ^{er} janvier 1874. (3)	CHARGES au 1 ^{er} janvier 1874. (3)	Observations.
Fr. C. (2) 538,597 55	Fr. C. 983,680 85	Fr. C. 1,447,087 76	Fr. C. 412,369 »	(1) Subvention à des écoles de porions et de machinistes.
574,196 68	1,175,287 69	2,438,636 23	533,889 40	(2) Plus une somme de francs 27,516-57, accordée savoir : francs 27,916-57 pour l'instruction des enfants d'ouvriers ; fr. 5,400-» aux petites sœurs de Jemappes, et fr. 200 à l'hospice de Frameries.
91,927 49	262,050 39	599,162 71	164,538 »	(3) Des caisses communes de Prévoyance.
537,705 »	921,540 83	1,685,660 82	404,174 40	
25,107 50	80,883 13	324,641 09	49,352 »	
7,571 24	12,787 21	27,853 21	4,851 47	
1,775,105 46	3,436,230 10	6,523,041 82	1,569,174 27	

Caisses de Prévoyance en faveur des

RECE					
DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.				TOTAL.
	Retenue sur les salaires.	Cotisation des exploitants.	Subventions de l'État.	Autres recettes.	
Caisse de Mons . . .	Fr. C. 238,553 39	Fr. C. 238,553 39	Fr. C. 12,172 »	Fr. C. 75,056 18	Fr. C. 564 334 96
— Charleroi . . .	337,492 77	337,492 78	15,107 »	117,955 50	808,048 05
— Centre . . .	111,673 02	111,673 02	4,350 »	26,226 22	253,922 26
— Liège . . .	231,249 48	231,249 49	11,068 »	120,643 31 ⁽²⁾	594,210 28
— Namur . . .	29,227 »	29,228 »	1,709 »	15,550 74	75,714 74
— Luxembourg .	3,250 77	3,250 78	210 »	1,380 »	8,091 55
TOTAUX. . .	951,446 43	951,447 46	44,616 »	356,811 95	2,304,321 84

DÉPE

DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.			TOTAL.
	Pensions et secours.	Instruction, amélioration morale.	Frais d'administra- tion.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
Caisse de Mons	427,701 11	6,000 » (1)	13,353 52	447,054 63
— Charleroi	702,389 85	»	17,455 28	719,845 13
— Centre	174,894 »	»	2,169 14	177,063 14
— Liège	405,113 16	5,200 » (4)	7,834 51	418,147 67
— Namur.	56,675 11	»	1,871 86	58,546 97
— Luxembourg.	4,251 23	»	360 »	4,611 23
TOTAUX. . .	1,771,024 46	11,200 »	43,044 31	1,825,268 77

Ouvriers mineurs. — Comptes de 1874.

TTES.

CAISSES PARTICULIÈRES DE SECOURS.		TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	Observations.
Retenues sur les salaires.	Cotisation des exploitants. (1)			
Fr. C. 510,973 46	Fr. C. 33,912 12	Fr. C. 544,885 58	Fr. C. 1,109,220 54	(1) Versées pour combler le déficit de ces caisses.
745,844 67	29,216 84	775,061 51	1,583,109 56	(2) Y compris le legs de 40,000 fr. laissé par feu M. Visschers.
60,941 45	60,941 45	121,882 90	375,805 16	
532,763 »	122,919 »	655,682 »	1,249,892 28	
36,311 »	10,069 »	46 380 »	122,094 74	
4,968 88	4,968 87	9,937 75	18,029 30	
1,891,802 46	262,027 28	2,153,829 74	4,458,151 58	

NSES.

CAISSES PARTICULIÈRES de SECOURS.	TOTAL GÉNÉRAL.	AVOIR au 1 ^{er} janvier 1875. (3)	CHARGES au 1 ^{er} janvier 1875. (3)	Observations.
Fr. C. 501,283 15	Fr. C. 948,337 78	Fr. C. 1,564,368 09	Fr. C. 420,398 »	(1) Subvention à des écoles de porions et de machinistes.
579,034 80	1,298,879 93	2,526,839 15	555,153 80	(2) Plus une somme de francs 27,353-45 accordée par des sociétés, savoir: fr. 21,753-45 pour l'instruction des enfants d'ouvriers; fr. 5,400-» aux petites sœurs de Jemappes; fr. 200 à l'hospice de Frameries.
105,038 67	282,101 81	676,021 83	170,838 »	(3) Des caisses communes de Prévoyance.
538,213 »	956,360 67	1,861,723 43	422,488 80	(4) Frais des droits de succession du Legs-Visschers.
27,668 »	86,214 97	341,808 86	50,290 »	
8,470 79	13,082 02	31,333 53	4,251 23	
1,759,708 41	3,584,977 18	7,002,094 89	1,623,419 83	

Caisses de Prévoyance en faveur des

RECE					
DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.				TOTAL.
	Retenue sur les salaires.	Cotisation des exploitants.	Subventions de l'État.	Autres recettes.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
Caisse de Mons	236,085 63	236,085 63	11,582 »	83,334 92	567,088 18
— Charleroi	338,838 43	338,838 43	14,921 »	117,400 66	809,998 52
— Centre	112,828 26	112,828 25	4,574 »	29,536 25	259,766 76
— Liège	227,774 73	227,774 74	11,252 »	86,336 28	553,137 75
— Namur	27,413 92	37,413 93	1,644 »	15,642 92	72,114 77
— Luxembourg	3,088 01	3,088 »	214 »	1,380 »	7,770 01
TOTAUX.	946,028 98	946,028 98	44,187 »	333,631 03	2,269,875 99

DÉPE

DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.			TOTAL.
	Pensions et secours.	Instruction, amélioration morale.	Frais d'administra- tion.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
Caisse de Mons	425,134 48	6,000 » (1)	15,194 63	446,329 11
— Charleroi	747,565 11	»	17,682 90	765,248 01
— Centre	181,707 »	»	2,123 95	183,830 95
— Liège	420,024 67	»	7,108 88	427,133 55
— Namur	51,947 99	»	1,994 95	53,942 94
— Luxembourg	4,698 86	»	504 01	5,202 87
TOTAUX.	1,831,078 11	6,000 »	44,609 32	1,881,687 43

ouvriers mineurs. — Comptes de 1875.

TTES.

CAISSES PARTICULIÈRES DE SECOURS.		TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	Observations.
Retenues sur les salaires.	Cotisation des exploitants. (1)			
Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
507,096 96	57,492 55	564,589 51	1,131,677 69	(1) Versées pour combler le déficit de ces caisses.
758,534 93	45,990 15	804,525 08	1,614,523 60	
61,989 40	61,989 40	123,978 80	383,745 56	
537,911 »	84,442 »	622,353 »	1,175,490 75	
44,151 »	12,320 »	56,471 »	128,585 77	
4,706 57	4,706 57	9,413 14	17,183 15	
1,914,389 86	266,940 67	2,181,330 53	4,451,206 52	

NSES.

CAISSES PARTICULIÈRES de SECOURS.	TOTAL GÉNÉRAL.	AVOIR au 1 ^{er} janvier 1876. (3)	CHARGES au 1 ^{er} janvier 1876. (3)	Observations.
Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
(2) 538,087 69	981,416 80	1,685,127 16	417,308 »	(1) Subvention à des écoles de porions et de machinistes.
713,484 96	1,478,732 97	2,571,589 66	596,928 80	
117,976 45	301,807 40	751,957 64	178,362 »	(2) Plus une somme de francs 30,847-78 accordée par des sociétés pour l'instruction des enfants d'ouvriers.
578,941 »	1,006,074 55	1,987,727 63	431,116 80	
36,774 »	90,716 94	359,981 11	52,675 »	(3) Des caisses communes de Prévoyance.
9,043 98	14,246 84	33,900 67	4,698 86	
1,991,308 68	3,872,995 50	7,590,283 87	1,681,080 46	

Caisses de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs. — Comptes de 1876.

RECETTES.										
DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.				TOTAL.	CAISSES PARTICULIÈRES DE SECOURS.		TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	Observations.
	Retenue sur les salaires.	Cotisation des exploitants.	Subventions de l'État.	Autres recettes.		Retenues sur les salaires.	Cotisation des exploitants. (2)			
Caisse de Mons . . .	Fr. C. 206,201 78	Fr. C. 206,201 78	Fr. C. 11,372 »	Fr. C. 83,193 58 (1)	Fr. C. 506,969 14	Fr. C. 447,949 80	Fr. C. 76,939 89	Fr. C. 524,889 69	Fr. C. 1,031,858 83	(1) Dont fr. 2,059. 2,956. 935. 3,000, 250, formant les subventions des provinces. (2) Versées pour combler le déficit des caisses.
— Charleroi . . .	285,394 63	285,394 63	15,495 »	117,873 81 (1)	704,158 07	621,186 22	29,451 77	651,637 99	1,354,796 06	
— Centre . . .	98,483 75	98,483 74	4,757 »	32,063 30 (1)	233,787 79	54,895 30	54,895 31	109,790 61	343,578 40	
— Liège . . .	207,558 55	207,558 56	11,403 »	88,157 22 (1)	514,677 33	470,037 »	83,218 »	553,255 »	1,067,932 33	
— Namur . . .	27,987 07	27,987 08	1,630 »	16,016 03	73,620 18	23,645 »	9,065 »	32,710 »	106,330 18	
— Luxembourg . . .	3,128 91	3,128 91	209 »	1,567 24 (1)	8,034 06	4,999 20	4,999 20	9,998 40	18,032 46	
TOTAUX. . .	828,754 69	828,754 70	44,866 »	338,871 18	2,041,246 57	1,622,712 52	258,569 17	1,881,281 69	3,922,528 26	

DÉPENSES.										
DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSE COMMUNE DE PRÉVOYANCE.				TOTAL.	CAISSES PARTICULIÈRES DE SECOURS.	TOTAL GÉNÉRAL.	AVOIR au 1 ^{er} Janvier 1877. (3)	CHARGES au 1 ^{er} Janvier 1877. (3)	Observations.
	Pensions et secours.	Instruction, amélioration morale.	Frais d'administra- tion							
Caisse de Mons	Fr. C. 442,957 20	Fr. C. 1) 6,000 »	Fr. C. 15,622 90	Fr. C. 464,580 10	(2) 512,132 95	Fr. C. 512,132 95	Fr. C. 976,713 05	Fr. C. 1,727,516 20	Fr. C. 431,517 »	(1) Subvention à des écoles de machinistes et de porions. (2) Plus une somme de francs 28,736-52 accordée par des sociétés pour l'instruction des enfants d'ouvriers. (3) Des caisses communes de Prévoyance.
— Charleroi	759,983 »	»	18,685 65	778,668 65		654,065 92	1,432,734 57	2,497,079 08	628,360 »	
— Centre	189,805 50	»	2,337 01	192,142 51		107,386 71	299,529 22	793,602 92	185,724 »	
— Liège	435,435 51	4,040 57	6,775 70	446,251 78		538,421 »	984,672 78	2,056,153 18	458,296 »	
— Namur	57,305 71	»	2,002 26	59,307 97		23,637 »	82,944 97	374,293 32	51,221 »	
— Luxembourg	5,922 27	»	479 »	6,401 27		9,833 81	16,235 08	35,533 46	5,922 »	
TOTAUX. . .	1,891,409 19	10,040 57	45,902 52	1,947,352 28		1,845,477 39	3,792,829 67	7,484,178 16	1,757,040 »	



